

Plan général de coordination SPS

Opération de catégorie 3

IUT DE CACHAN

REEMPLACEMENT DE NOTRE SSI EN COURS D'INSTRUCTION A LA MAIRIE

9 AV. DE LA DIVISION LECLERC, 94230 CACHAN



MAITRE D'OUVRAGE	UNIVERSITE SACLAY Bâtiment Bréguet – 3 rue Joliot Curie 91 190 GIF-SUR-YVETTE
MAITRE D'OEUVRE	A.R. ARCHITECTES 110 rue de Longchamp 75116 PARIS
COORDONNATEUR SPS	COORDINATION MANAGEMENT – MANAG 17 place des échoppes 78311 MAUREPAS CEDEX 01 30 51 30 79 – cm@manag.fr

Date	Indice	Pages modifiées ou rajoutées	Rédacteur
06/04/2023	0	Création du document – PGC Phase DCE	C.MASSON
13/07/2023	1	MAJ PGC SELON PIECES RECU LE 13/07/2023	C.MASSON

Ce document est la propriété de la COORDINATION MANAGEMENT
Il ne peut être modifié que par le coordonnateur SPS chargé de la mission au sein de notre société.

1. Préambule	5
2. Autorité et mission du coordonnateur SPS	5
2.1. Autorité du coordonnateur SPS :	5
2.2. Missions et moyens du coordonnateur SPS :	5
3. Description du projet	6
3.1. Présentation :	6
3.2. Durée des travaux :	6
3.3. Organismes de prévention :	7
3.4. Organismes de secours :	7
3.5. Gestionnaires des réseaux :	7
3.6. Suggestions dues à l'exploitation sur le site et à l'environnement :	7
3.6. Travaux en site occupé en présence de tiers code du travail ou santé publique	8
3.7. Liste des entreprises Titulaire et sous-traitantes :	8
3.11. Intervention d'entreprises extérieures, de concessionnaires et etc.	10
4. Mesures d'organisation générale du chantier	10
4.1. Installations à destination du personnel	10
4.1.1. Calcul des quantités et équipements	10
4.1.2. Travaux insalubres et salissants	14
4.1.3. Cas particuliers	14
4.1.4. Mise à disposition d'eau potable.	14
4.2. Fluides	14
4.2.1. Electricité	14
4.2.2. Eaux usées	15
5. Mesures de coordination prises par le coordonnateur	15
5.1. Conditions de manutention des différents matériaux et matériels – limitation du recours aux manutentions manuelles	15
5.2. Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux	15
5.2.1. Stockage en intérieur	15
5.2.2. Stockage en toiture terrasse	15
5.3. Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres	16
5.4. Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés - traçabilités	16
5.5. Utilisation des protections collectives	17
5.6. Moyens de manutention	17
5.7. Equipements de base des personnes	17
6. Analyse de risque – mise en œuvre de l'arrêté du 25 février 2003	18
6.1. Généralités	18
6.2. Travaux exposant à des risques de chute	18
6.2.1. Échafaudage roulant	18

6.2.2.	Travaux en hauteur	18
6.3.	<i>Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques</i>	19
6.4.	<i>Travaux sur des matériaux contenant du plomb Travaux sur ou à proximité de matériaux contenant du Plomb (cf. doc. INRS ED 6374) (si présence)</i>	19
6.5.3	Méthodologie pour gérer les possibles risques plomb :	19
6.5.	<i>Travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante</i>	27
6.5.1.	En intérieur	27
6.5.1.1.	Le plan de retrait	27
6.5.1.2.	L'installation du chantier	27
6.5.1.3.	La restitution des locaux	28
6.5.1.4.	La gestion des déchets	29
6.6.	<i>Travaux sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante (cf. doc. INRS ED 809)</i>	29
6.6.1.	Obligation de l'entrepreneur	29
6.6.2.	La stratégie à retenir	29
6.6.3.	Le mode opératoire	30
6.7.	<i>Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées</i>	30
7.	Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants	31
7.1.	Obligations des entrepreneurs	31
7.1.1.	Généralités	31
7.1.2.	Elaboration du planning de réalisation des travaux	31
7.1.3.	Inspection commune et PPSPS	32
8.	Annexes	33
8.1.	Principales références réglementaires applicables	33
8.2.	Documents de références à prendre en compte (liste non exhaustives)	35
8.2.1.	Liens internet	35
8.2.2.	Documents INRS	35
8.2.3.	Recommandations CNAMTS	35
8.2.4.	Recommandations CRAMIF	35
8.2.5.	CARSAT	35
8.2.6.	CRAMIF	35
8.2.7.	Tableau des manutentions et approvisionnements des matériaux et ou matériels	36
8.2.8.	Echéancier prévisionnel des demandes d'agrément de sous-traitant	37
8.2.9.	Procédure visite d'inspection commune (VIC) - CES	38
8.2.10.	Procédure visite d'inspection commune (VIC) – 1ER RANG	39
8.2.11.	Procédure visite d'inspection commune (VIC) – 2ème RANG	40
8.2.12.	Procédure visite d'inspection commune (VIC) – Titulaire	41
8.2.13.	Procédure visite d'inspection commune (VIC) – Concessionnaire	42
8.2.14.	Procédure visite d'inspection commune (VIC) – Urgence	43
8.2.15.	Procédure visite d'inspection commune (VIC) – Travaux entreprise extérieures à risques exportées	44

1. Préambule

Sont concernées par le présent document toutes les personnes sans exception qui sont amenées à intervenir sur le chantier. Toute entreprise co-traitante ou sous-traitante devra, en conséquence, être informée par l'entreprise titulaire, que le chantier fait l'objet d'un PGC.

En cours de réalisation, le PGC simplifié sera complété et adapté par le Coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents travaux. Il intégrera, en les harmonisant, les PPSPS ou les Plans de Prévention lorsque ceux-ci sont requis.

La mise en œuvre de matériels ou de procédures visant au respect des normes et codes en vigueur en matière d'hygiène et de sécurité et au respect du P.G.C. et son actualisation ne pourront faire l'objet d'une demande de délai d'exécution supplémentaire ou de demande de plus-value de la part de la ou des entreprises concernées.

Les dispositions en matière de sécurité et de protection de la santé devront être prises en compte par les entreprises dans l'établissement de leur offre (installations de chantier, protections collectives, nettoyages...).

D'une manière générale les entreprises devront privilégier les moyens collectifs de préventions des risques. Ne sont analysés ci-dessous que les risques inhérents à certains travaux.

Les moyens de prévention seront mis en œuvre, au plus tard, dès l'apparition du risque et seront maintenus jusqu'à la disparition du risque. Chaque entreprise doit veiller au respect de la continuité des protections collectives, dans l'espace et dans le temps.

En aucun cas, l'intervention du CSPS ne modifie la responsabilité des chefs d'entreprise vis-à-vis de leur personnel.

En conséquence chaque employeur doit assurer la sécurité, les conditions de travail et l'hygiène pour son personnel

Ne mettez pas en danger le personnel qui travaille sur votre chantier

2. Autorité et mission du coordonnateur SPS

2.1. *Autorité du coordonnateur SPS :*

Le coordonnateur SPS agit sous la responsabilité du maître d'ouvrage.

Tous les intervenants devront se soumettre à l'autorité du coordonnateur lorsqu'il signalera des manquements aux mesures d'hygiène et de sécurité.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités et des obligations incombant aux entrepreneurs. Chaque entrepreneur doit s'assurer du respect des dispositions de sécurité propres à son personnel et au travail que celui-ci exécute, ainsi qu'aux personnes dont la présence est justifiée sur les lieux de travail (fournisseurs, livreurs, conseils, ...)

Toute personne ayant autorité sur le chantier, même en l'absence d'accident, peut voir sa responsabilité mise en cause par l'inspecteur du travail, en cas de violation, manifestement délibérée, d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence imposée par la Loi ou par le Règlement (délict de mise en danger des personnes).

2.2. *Missions et moyens du coordonnateur SPS :*

Le coordonnateur a libre accès au chantier et au bureau de chantier.

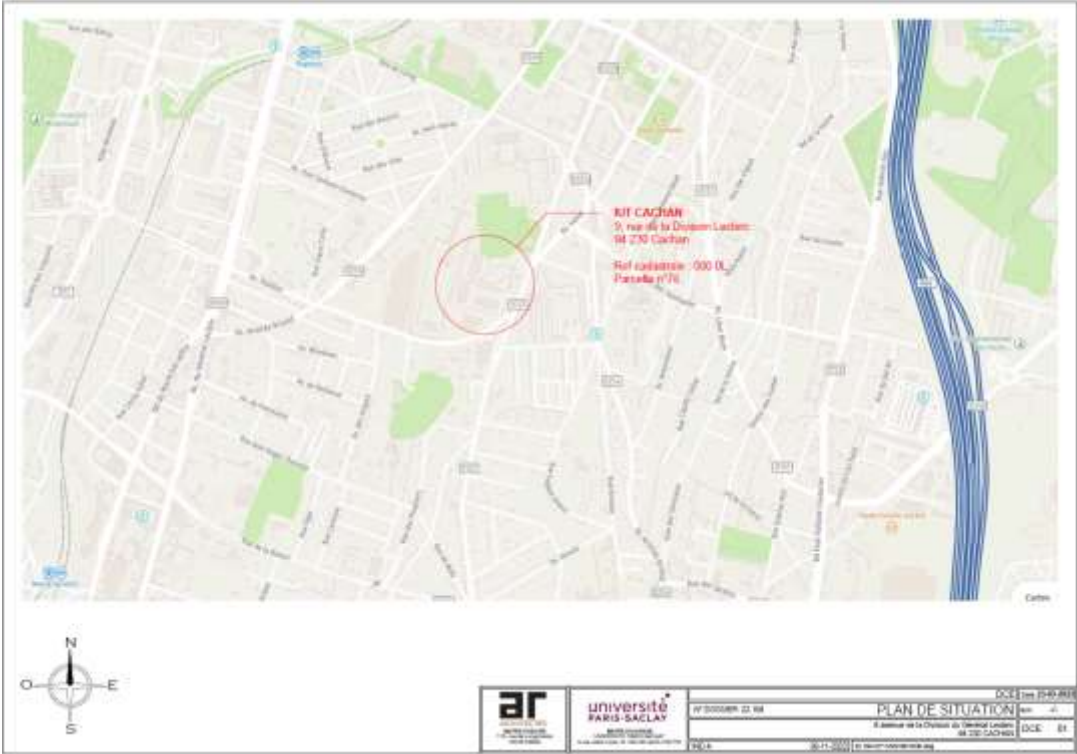
Le coordonnateur SPS informe par écrit et sans délai le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de toutes violations des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé. Il fait mention de ces violations dans le registre journal dont une copie est disponible sur le chantier. Cette information est confirmée par écrits aux intervenants.

En cas de risques graves et imminents, le coordonnateur prononcera l'arrêt immédiat de l'activité concernée. Il en avisera immédiatement le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre qui confirmeront, par écrit, aux entreprises concernées, l'arrêt. La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au registre journal. La reprise des travaux sera liée à l'acceptation des dispositions correctives proposées par l'entreprise. Elle sera décidée par le maître d'œuvre, après avis du coordonnateur SPS, et consignées dans le registre journal.

3. Description du projet

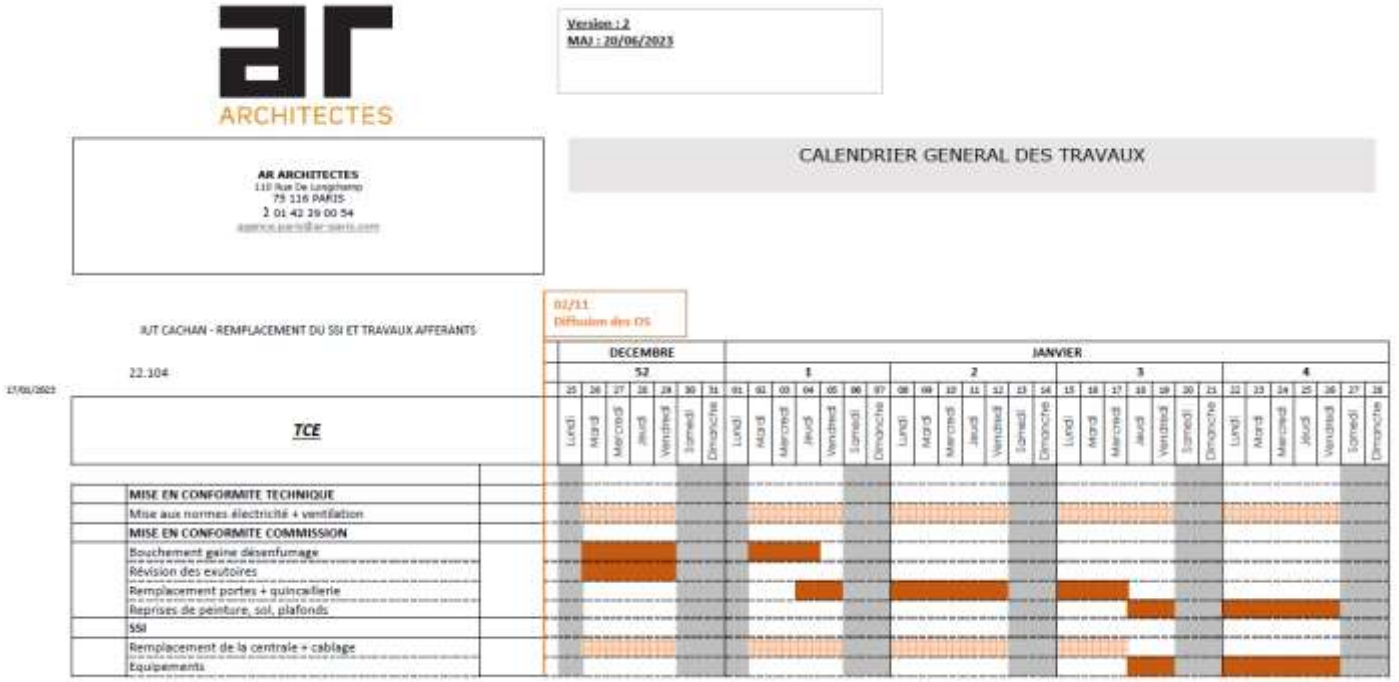
3.1. Présentation :

Le présente PGC concerne le remplacement de notre SSI en cours d’instruction à la mairie dans l’IUT DE CACHAN situé au 9 av. de la division Leclerc, 94230 Cachan.



3.2. Durée des travaux :

Les travaux seront exécutés sur 10 semaines.
Date prévisionnelle de démarrage du chantier : A définir.



3.3. *Organismes de prévention :*

Inspection du Travail	CRAMIF	OPPBTP
DIRECCTE Créteil 94000 CS 90043 Immeuble Le Pascal Hall B Avenue du Général-de-Gaulle 94046 Créteil Cedex 01 49 56 28 00 idf-ut94.direction@drieets.gouv.fr	12 rue Georges Enesco 94000 Créteil 01 44 65 75 55 Prevention94.cramif@assurance-maladie.fr	1, rue Heyrault 92660 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX 01 70 95 56 99 iledefrance@oppbtp.fr

3.4. *Organismes de secours :*

SAMU ou POMPIER : 15, 18 ou 112


3.5. *Gestionnaires des réseaux :*


Les coordonnées ci-dessous sont celles des concessionnaires auxquels les entreprises doivent adresser les DICT

Réseau d'eau potable	DICT à faire par le titulaire du lot	Distributeur d'électricité	DICT à faire par le titulaire du lot
Réseau d'eaux usées	DICT à faire par le titulaire du lot	Distributeur de gaz	DICT à faire par le titulaire du lot
Réseaux téléphonique	DICT à faire par le titulaire du lot	Autres	Néant

Chaque entreprise adresse une déclaration d'intention de commencement des travaux (DICT) à chaque exploitant ayant précédemment fait apparaître des ouvrages sur ou à proximité de la localisation du chantier prévu (CERFA n°13619*01). L'exploitant doit accuser réception de la DICT au moins 10 jours ouvrés avant la date de début des travaux.

3.6. *Suggestions dues à l'exploitation sur le site et à l'environnement :*

Aériens	Pas de servitude aéronautique connue
Réseaux	Les entreprises devront fournir au coordonnateur les réponses des concessionnaires à la DICT. Les démarches auprès de tous les concessionnaires devront être entreprises dès le début de la période de préparation pour assurer le raccordement du chantier aux réseaux.
Interférence de chantiers	Pas d'interférence signalée à la date de rédaction du P.G.C. A vérifier au démarrage du chantier.
Présence de matériaux contenant de l'amiante 	RAAT du 06/06/2023 n°IUT CACHAN-SSI-A Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante. 1.1. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2, il a été repéré : - des matériaux et produits contenant de l'amiante après analyse en laboratoire : Dalle + colle sol (Bâtiment C RDC - Salle C01) Dalle + colle sol (Bâtiment E R+1 - Circulation 1) Dalle + colle sol (Bâtiment E R+1 - Circulation 2) Dalle + colle sol (Bâtiment E R+2 - Circulation 1) Dalle + colle sol (Bâtiment E R+2 - Circulation 2) Dalle + colle sol (Bâtiment E R+3 - Circulation 1) Dalle + colle sol (Bâtiment E R+3 - Circulation 2) Pour tous les travaux pouvant exposer du personnel, ouvriers ou autres, à des risques d'inhalation de poussières d'amiante, en cas de présence de plomb ou de toute autre substance dangereuse, l'entrepreneur doit prendre toutes dispositions pour respecter les réglementations en vigueur au titre du Code de la Santé publique, sans qu'il soit nécessaire de rappeler ici les différents textes et consignes de sécurité en vigueur et notamment le décret 2001-1016 du 5 novembre 2001 et la circulaire DRT du 18 avril 2002, portant la création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que le décret n° 2006-133 du 9 février 2006 fixant les valeurs limites

	<p>d'expositions professionnelle contraignantes à certains agents chimiques dans l'atmosphère des lieux de travail.</p> <p>En cas de doute sur des matériaux qui apparaîtraient lors des démolitions, le maître d'ouvrage charge l'entreprise de faire réaliser les diagnostics nécessaires pour s'assurer de la nature des matériaux douteux.</p>
<p>Présence de matériaux contenant du plomb</p> 	<p>RPAT du 06/06/2023 n° IUT CACHAN-SSI-PB</p> <p>Lors de la présente mission il n'a pas été repéré de revêtements contenant du plomb au-delà des seuils en vigueur.</p> <p>Pour tous les travaux pouvant exposer du personnel, ouvriers ou autres, à des risques d'inhalation de poussières d'amiante, en cas de présence de plomb ou de toute autre substance dangereuse, l'entrepreneur doit prendre toutes dispositions pour respecter les réglementations en vigueur au titre du Code de la Santé publique, sans qu'il soit nécessaire de rappeler ici les différents textes et consignes de sécurité en vigueur et notamment le décret 2001-1016 du 5 novembre 2001 et la circulaire DRT du 18 avril 2002, portant la création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que le décret n° 2006-133 du 9 février 2006 fixant les valeurs limites d'expositions professionnelle contraignantes à certains agents chimiques dans l'atmosphère des lieux de travail.</p>
Sécurité des riverains	<p>Nécessité de prendre en compte et d'assurer la sécurité des riverains, dans toutes les phases des travaux.</p> <p>Les PPSPS des entreprises devront préciser, dans le chapitre « mesures spécifiques prises par l'entreprise pour prévenir les risques découlant des contraintes propres au chantier ou à son environnement », les mesures prises pour assurer la sécurité des résidents par rapport aux travaux à exécuter.</p>
Présence de matériaux Contenant des termites	SANS OBJET

3.6. *Travaux en site occupé en présence de tiers code du travail ou santé publique*

L'article R4532-14 concernant « gestion des interférences avec les activités d'exploitation » à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier doit faire l'objet d'une analyse de risque prévoyant des moyens de prévention.

A ce sujet, l'annexe du présent PGC propose une méthodologie « fiche travaux d'intervention » pour chaque action en dehors du chantier clos et indépendant dès que des travaux s'effectuent en présence ou à proximité de tiers.

3.7. *Liste des entreprises Titulaire et sous-traitantes :*

Lot 01 – Second œuvre
Lot 02 – Système de Sécurité Incendie & CFO
Lot 03 – Techniques

3.8. *Nouveauté, devoirs et obligations du maître d'ouvrage avec l'appui du CSPS, sur le détachement de salariés :*

Le PGC doit prévoir :

L. 1262-4-1 : « I. Le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage qui contracte avec un prestataire de services qui détache des salariés, dans les conditions mentionnées aux articles L. 1262-1 et L. 1262-2, vérifie auprès de ce dernier, avant le début du détachement, qu'il s'est acquitté des obligations mentionnées aux I et II de l'article L. 1262-2-1.

A défaut de s'être fait remettre par son cocontractant une copie de la déclaration mentionnée au I de l'article L. 1262-2-1, le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation. Un décret détermine les informations que comporte cette déclaration.

Les conditions dans lesquelles le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre est tenu de transmettre, par voie dématérialisée, la déclaration mentionnée au deuxième alinéa du présent I sont fixées par décret en Conseil d'Etat pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

II. Le maître d'ouvrage vérifie avant le début du détachement que chacun des sous-traitants directs ou indirects de ses cocontractants, qu'il accepte en application de l'article 3 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, et que chacune des entreprises exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle un de ces sous-traitants ou un de ces cocontractants a contracté qui détachent des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L. 1262-1 et L. 1262-2 se sont acquittés de l'obligation mentionnée au I de l'article L. 1262-2-1.

III. - Le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage qui contracte avec un prestataire de services qui détache des salariés, dans les conditions mentionnées aux articles L. 1262-1 et L. 1262-2, vérifie lors de la conclusion du contrat que son cocontractant s'est acquitté, le cas échéant, du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 »

R.1263-12 « Le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre qui contracte avec un employeur établi hors de France demande à son cocontractant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

a) Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 ;

b) Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2.

Le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre est réputé avoir procédé aux vérifications mentionnées à l'article L. 1262-4-1 dès lors qu'il s'est fait remettre ces documents. »

Les conditions d'accès dont l'inspection commune préalable et l'analyse du PPSPS, doit rendre l'intervention de l'entreprise compatible avec le niveau de sécurité du travail exigé et autorise le CSPS à conduire à une interdiction de démarrage de son intervention, au regard des articles R. 4532-6 et R. 4532-16 sur les conditions de coopération du CSPS avec les entreprises.

L'autorité contractuelle donnée au CSPS et les conditions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier, nous permet aujourd'hui de refuser toutes entreprises à ce sujet.

Nous serions reconnaissant pour vos prochains agréments sur cette opération, s'agissant de sous-traitance de 1er rang et 2ème rang, de nous demander une expertise du dossier d'agrément au regard des articles R. 4532-6 et R. 4532-16 sur les conditions de coopération du CSPS avec les entreprises et notamment la vérification des effectifs déclarés dans l'attestation de vigilance de l'URSSAF.

Outre un PPSPS recevable, la réalisation des travaux sans salariés propre de l'entreprise est impossible en sous-traitant au regard des articles R. 4532-6 et R. 4532-16 sur les conditions de coopération du CSPS avec les entreprises.

En effet, aucune démarche sécuritaire qualitatif peut être entrepris dans ce mode de fonctionnement, l'agrément de ce type d'entreprise au regard des articles R. 4532-6 et R. 4532-16 sur les conditions de coopération du CSPS avec les entreprises, ne vous permet pas de respecter votre co-responsabilité avec sept des neuf principes généraux de prévention.

3.9. **Travaux en site occupé en présence de tiers code du travail ou santé publique**

L'article R4532-14 concernant « gestion des interférences avec les activités d'exploitation » à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier doit faire l'objet d'une analyse de risque prévoyant des moyens de prévention.

A ce sujet, l'annexe du présent PGC propose une méthodologie « fiche travaux d'intervention » pour chaque action en dehors du chantier clos et indépendant dès que des travaux s'effectuent en présence ou à proximité de tiers.

3.10. **SOUS-TRAITANCE – PRESTATAIRE DE SERVICE :**

PRESTATAIRE DE SERVICES = SOUS-TRAITANTS

La position des inspecteurs du travail sur cette notion de prestataire de service ne reflète qu'une interprétation commerciale à leurs yeux.

En réalité tout intervenant sur un chantier est une personne physique ou morale apportant des risques propres et exportés sur celui-ci.

A ce titre, une inspection commune avec le coordonnateur SPS est obligatoire dans le cadre de l'harmonisation des PPSPS dans l'analyse de risques.

Par ailleurs, le coordonnateur SPS ne peut exécuter une inspection commune sans l'accord du Maître d'ouvrage, celui-ci devant connaître les entreprises intervenantes sur le chantier pour vérifier ne serait-ce que les éléments suivants :

- Existence d'une structure juridique (personne physique ou morale (code du travail))
- Régularité des charges sociales et fiscales (**Article D8222-5 (Code du Travail)**)
- Existence d'attestation de compétence et d'aptitude médicale spécifique (code du travail)
- Une régularité des salariés employés (contrôle d'accès)
- Assurance civile et décennale

Seul l'agrément administratif par le Coordonnateur permet la vérification.

Notre position de coordonnateur SPS est la suivante :

- Nous nous appuyons sur l'article 1710 du code civil au sens qu'une prestation de location est indubitablement un contrat d'entreprise. En effet, la prestation ne se limite pas à la fourniture ou à la location mais la prestation s'étend à une opération de montage et démontage qui est complexe et spécifique à chaque chantier. (grue à tour, grue mobile, montage bâtiment modulaire, installation électrique provisoire de chantier, montage échafaudage, monte matériaux, location engins de terrassement avec chauffeur...)
 - « la définition prévue à l'article 1^{er} de la loi sur la sous-traitance ne prévoit aucune autre condition. En conséquence, il semble raisonnable de déduire une lecture stricte de la loi sur la sous traitance »

3.11. **Intervention d'entreprises extérieures, de concessionnaires et etc.**

Des entreprises autres que celles participant à la réalisation des travaux, des concessionnaires ou des bureaux de contrôle pourront être amenées à intervenir en parallèle du chantier. Leur intervention motivée par le bon maintien en activité du reste de l'établissement seront prioritaires par rapport au chantier. Les entrepreneurs seront responsables de leur sécurité et des conditions de leur intervention.

Entreprises	Objets et lieu de l'intervention	Périodicité	Contact

4. Mesures d'organisation générale du chantier

4.1. **Installations à destination du personnel**

Seules les installations règlementaires à destination du personnel sont décrites ci-dessous. Les bureaux de chantier, salle de réunions et autres locaux de stockage sont décrits par le maître d'œuvre dans le CCTP.

Les installations de chantier seront positionnées au plus près de l'entrée du chantier ; le personnel de chantier ne doit pas à avoir à traverser le chantier ou une zone de stockage pour accéder aux installations communes.

Des détergents d'atelier et des savons seront mis à dispositions ; ils respecteront les normes T 73-101 et 102.

4.1.1. Calcul des quantités et équipements

Pour le calcul des surfaces et des quantités, l'entreprise prendra en compte l'effectif maximum attendu sur le chantier et sur une journée. L'effectif indiqué au 3.2 de ce document est indicatif, il sera précisé lors de la 1ère réunion de préparation par chaque entreprise.

- Cabinets d'aisance : 1 urinoir et 1cabinet pour 20 hommes
- Lavabos : 1 lavabo pour 10 personnes
Ils seront alimentés en eau potable, chaude et froide
- Douche (si travaux salissants ; cf. 1.1.3) : 1 cabine pour 8 personnes
- Vestiaire : 1.25 m² par personne ;
Il sera équipé, a minima, de patères (les armoires vestiaires sont à privilégier) et de bancs

- Réfectoire : 1.50 m² par personne ;
Il sera équipé d'un four à micro-onde, d'un évier alimenté en eau chaude et froide, d'un réfrigérateur, de tables et sièges adaptés à l'effectif.

3.1.3.1. Principe d'installation d'une base vie

Les locaux doivent être convenablement aérés, éclairés et chauffés. Ils seront nettoyés quotidiennement. Il est strictement interdit d'y entreposer des matériaux, produits et matériels dangereux ou salissants.

Les dispositions suivantes devront être respectée :

Vestiaires et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail :

- Éclairé
- Chauffé en saison froide
- Sol et parois facilement nettoyables
- Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412, 149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail
- Maintenu en état constant de propreté
- Installations séparées si personnel mixte
- Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage
- La surface des vestiaires sera d'au moins 1m² par salarié
- Vestiaire (article R4228-6 du code du travail) :
-Sièges en nombre suffisant
- Armoires individuelles :
-inflammables
-à double compartiment
-munies de serrure ou cadenas

PRINCIPE D'INSTALLATION D'UNE BASE VIE

Les locaux doivent être convenablement aérés, éclairés et chauffés. Ils seront nettoyés quotidiennement. Il est strictement interdit d'y entreposer des matériaux, produits et matériels dangereux ou salissants.

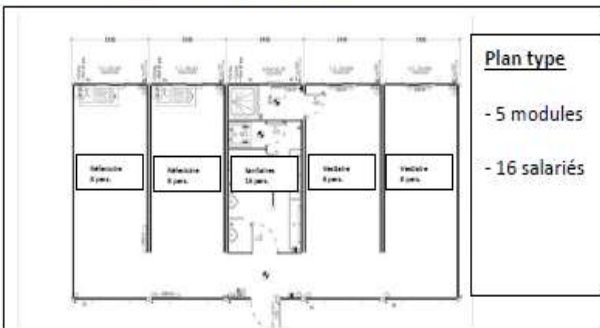
Nous utilisons une fiche et un fichier Excel Cantonnement réaliser à l'aide de la CRAMIF avec le club des CSPS
A savoir :



Fiche descriptive base vie / cantonnements modulaires

(Hors protocole COVID19, le cas échéant : cf guide OPPBTP)

Base vie commune pour l'ensemble des entreprises (réfectoires, vestiaires et sanitaires reliés)		
Effectif prévisionnel (suivant PGC) : <input type="text"/>		
Surface min (3,75 m ² /salarié) base vie : <input type="text"/> m ² (nb : toutes les surfaces sont données hors circulation) – nombre de modules : <input type="text"/>		
REFECTOIRE (8 pers. / module)	VESTIAIRE (8 pers. / module)	SANITAIRE (16 personnes / module)
Surf. min (1,5m ² /pers.) : <input type="text"/> m ² - Qté modules : <input type="text"/> Equipements : - <input type="checkbox"/> Tables et <input type="checkbox"/> chaises (1place /pers.) - 1 Evier alimenté en eau potable à température réglable par réfectoire, - plaques électriques, chauffe gamelles, micro-ondes Réfrigérateur, (1 par réfectoire) - Rangements.	Surf. min (1,5m ² / pers.) : <input type="text"/> m ² Qté modules : <input type="text"/> Maximum 8 armoires par module Equipements : - <input type="checkbox"/> armoires (1/ pers.) composées de 2 compartiments avec un emplacement pour bottes et chaussures de sécurité et ventilation avec un système d'extraction d'air vicié pour le séchage des vêtements + bottes - <input type="checkbox"/> sièges ou bancs fixes (1/ pers.) - <input type="checkbox"/> patères (1/ pers.) - vestiaire féminin indépendant si nécessaire - coffre individuel	Surf. min (0,75 m ² / pers.) : <input type="text"/> m ² – Qté modules : <input type="text"/> Equipements : - <input type="checkbox"/> lavabos alimentés en eau potable, à température réglable (1/4 pers.) , entraxe > 0,70 m, profondeur > 0,40 m - savon et de moyen de séchage. - <input type="checkbox"/> cabinets à la turque équipés d'un point d'eau (1/16 pers.) - <input type="checkbox"/> urinoirs raccordés aux réseau d'eau et d'assainissement (1/8 pers.) - <input type="checkbox"/> cabines de douches à parois opaques comportant chacune un sas de déshabillage équipé d'un siège et de patères (receveur > 0,80 x 0,80 m sas > 1,00 x 0,80), d'un chauffage spécifique rapide et communiquant directement avec les vestiaires (1/16 pers.) - sanitaire féminin indépendant si nécessaire
Spécifications communes : - Privilégier les installations modulaires aux installations dans l'existant - Accès piéton indépendant viabilisé (cheminement en dur, éclairé, séparé des engins) donnant directement sur l'extérieur du chantier - Les revêtements du sol et des parois permettent un nettoyage efficace - Une armoire est dédiée au stockage des produits d'entretien ainsi qu'un vide seau pour évacuer les résidus de nettoyage. - L'isolation thermique et le chauffage doivent permettre de maintenir une température de 18°C au minimum dans le réfectoire, et de 20°C dans les autres locaux. - Le renouvellement en air neuf est assurée par ventilation mécanique - Production d'eau chaude par des chauffe-eau électriques, (50°C aux points de puisage et > 60°C dans les équipements de stockage) - Fenêtres ouvrantes donnant sur l'extérieur pour bénéficier de l'éclairage naturel et l'éclairage artificiel minimal des locaux est de 200 lux moyen avec minimum 120 lux au sol - Portes donnant vers l'extérieur s'ouvrant vers la sortie - Protection incendie selon réglementation ou avis service de pompier : stabilité au feu, signalisation et éclairage de sécurité, alarme sonore audible en tout point, au moins un extincteur par bungalows (révisé, visible et accessible) et affichage des consignes de sécurité. - Mise en place d'une structure porteuse des bungalows comprenant contreventements si nécessaire ; - Mise en place d'escaliers d'accès aux bungalows en étage, et ascenseur si plus de 4 niveaux. - Nettoyage quotidien des cantonnements confié à une entreprise extérieure - Installation de sanitaires chimiques et lave-mains sur les zones de travaux à l'avancement du chantier		
Mise en œuvre : - Raccorder les installations au réseau public de distribution électrique. - Raccorder les équipements sanitaires aux réseaux d'eau et d'assainissement public avec un débit et une pression suffisante. - L'alimentation et l'évacuation des fluides seront conçues pour être hors gel si possible en passant par l'intérieur des bungalows. - Vérifications et maintenance de l'installation électrique. - Les constructions modulaires sont conçues pour permettre toutes les opérations telles que l'élingage, le désélingage, les raccordements, depuis le sol ou depuis l'intérieur des modules ou seront équipées sur tout le périmètre de la toiture de dispositifs de protection collective tels qu'un garde-corps monobloc. - Pour les phases de montage et pour les interventions ultérieures, mettre en place ou maintenir sur le périmètre des toitures des garde-corps fixes et rigides et aménager un accès par escalier.		





Fiche de bonnes pratiques BASE VIE / CANTONNEMENTS MODULAIRES

(CSAMIF Antenne #1 vocative du 25/06/2021)

(Nbre personnes: 1/1000, le cas échéant: at-garde: 1/1000)

BASE VIE COMMUNE POUR L'ENSEMBLE DES ENTREPRISES (REFECTOIRES, VESTIAIRES ET SANITAIRES RELIES)

TIF PREVISIONNEL A RENSEIGNER SUIVANT PGC **48** salariés

Votre base vie sera **48** salariés
Nombre de modules : **15** pour une surface équivalente : **223** m² d'emprise environ
* Module standard 6,21m x 2,44m

REFECTOIRE



18 personnes / module
(2,5 m² / personne)

Qté modules

Équipement à prévoir:

- 12 tables (2 par module)
- 48 chaises (8 par module)
- 6 évier (x) alimenté (x) en eau potable à température réglable (1 par module)
- 6 équipement électrique (x): plaque chauffante + micro-ondes + chauffe gamelle + réfrigérateur (1 par module)
- 6 rangement (x) (1 par module)

SANITAIRES



26 personnes / module
(0,75 m² / personne)

Qté modules

Équipement à prévoir:

- 12 mitigeurs alimentés en eau potable à température réglable entre 0,70 m, profondeur > 0,40 m - raval et moyen de réchauffage
- 3 cabinet (x) à la turque (1 par module) équipé d'un point d'eau
- 6 urinaire raccordés aux réseaux d'eau et d'assainissement (2 par module)
- 3 douche (x) à paroi apaisée (1 par module) avec recouvrement > 0,80 x 0,80 m, communiquant directement avec les vestiaires et comportant un arceau de déshabillage (> 1,00 x 0,80 m) équipé d'un tricot, de patères et d'un chauffage rapide

VESTIAIRES



18 personnes / module
(2,5 m² / personne)

Qté modules

Équipement à prévoir:

- 48 armoire double (8 par module) double compartiment avec un emplacement pour chaussures de sécurité, ventilée avec un système d'extraction d'air vicié pour le réchauffage des vêtements + batter.
- 48 placard armoire (8 par module), bancs surélevés
- 48 patères (8 par module)
- 48 coffre individuel (8 par module)

DISPOSITIONS COMMUNES A TOUS LES LOCAUX DE CANTONNEMENT

- Privilégier les installations modulaires aux installations dans l'existant du début à la fin du chantier;
- Mettre en place une structure porteuse des bungalows comprenant des contreventements zénithaux;
- Prévoir un accès piéton indépendant visible (cheminement en dur, éclairé, repéré des engins) donnant directement sur l'extérieur du chantier;
- Mettre en place des escaliers métalliques d'accès aux bungalows en étage, et un arc enrouleur si plus de 4 niveaux;
- S'assurer que les portes d'accès ouvrent vers l'extérieur;
- Prévoir des fenêtres avantant (éclairage naturel) et un éclairage artificiel atteignant un niveau moyen de 200 lux et à minima de 120 lux au sol;
- Garantir une température de 18°C au minimum dans le réfectoire, et de 20°C dans les autres locaux;
- Assurer le renouvellement en air neuf par une ventilation mécanique;
- Utiliser des chauffe-eau électriques pour produire l'eau chaude: 50°C aux points de puisage et > 60°C dans les équipements de stockage;
- Prévoir des revêtements de sol et des parois permettant un nettoyage facile et efficace;
- Prévoir une armoire dédiée au stockage des produits d'entretien ainsi qu'un déversoir pour évacuer les eaux de nettoyage;
- Installer des sanitaires chimiques et lave-mains sur les zones de travaux à l'avancement du chantier;
- Mettre en place la protection incendie selon réglementation au vu des services de pompier: stabilité au feu, signalisation et éclairage de sécurité, alarme sonore audible en tout point, au moins un extincteur par bungalow (révisé, visible et accessible) et affichage des consignes de sécurité;
- Confier le nettoyage quotidien des cantonnements à une entreprise extérieure;

MISE EN ŒUVRE

- Raccorder les installations au réseau public de distribution électrique;
- Raccorder les équipements sanitaires aux réseaux d'eau et public avec un débit et une pression suffisante;
- Concevoir l'alimentation et l'évacuation des fluides pour être harnais possible en passant par l'intérieur des bungalows;
- Assurer la maintenance et la vérification de l'installation électrique (initiale, annuelle et à chaque modification);
- Concevoir les installations pour permettre toutes les opérations (élingage, déélingage, raccordement) depuis le sol ou depuis l'intérieur des modules; à défaut équiper tout le périmètre de la toiture de dispositifs de protection collective tels qu'un garde-corps;
- Pour les interventions ultérieures, maintenir sur le périmètre des bungalows des garde-corps fixes et rigides et aménager un accès par escalier.



Plan base
• 5 modules
• 15 salariés

Vestiaire:
Armoires doubles
ventilées
Extraction air vicié
Accès douche
Bancs + poubelles



POUR EN SAVOIR PLUS

NT GRAMIS n° 27
Cantonnements de chantier
INRS 7111
Installation cantonnements des entreprises

4.1.2. Travaux insalubres et salissants

Les travaux en vide-sanitaire, dans les cuves ou canalisations d'eaux usées, de sablage, de projection, de nettoyage à haute pression, en ambiance très poussiéreuse (non exhaustif) seront considérés comme salissant. En conséquence des douches, en quantité conforme, seront prévues et installées.

4.1.3. Cas particuliers

- Travaux de retrait ou d'encapsulation des matériaux contenant de l'amiante

Les installations sanitaires ainsi que les vestiaires dus par l'entreprise dans le cadre de ces travaux seront exclusivement à la charge de ladite entreprise. Les salariés de cette entreprise auront cependant accès au réfectoire de la base vie et pourront utiliser tous les équipements prévus.

4.1.4. Mise à disposition d'eau potable.

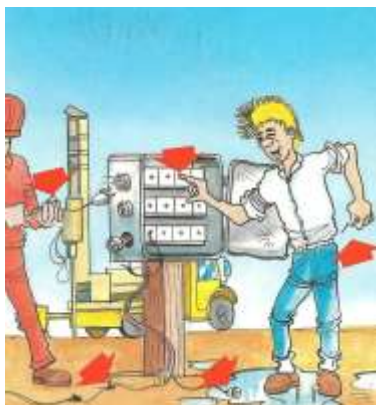
L'entreprise doit mettre 3L d'eau minimum par jour et par personne à la disposition de son personnel. Ce peut être l'eau du robinet lorsque celle-ci est potable, des bouteilles d'eau ou une fontaine d'eau. Dans tous les cas, elle pourra être rafraîchie notamment lors de fortes chaleurs.

4.2. *Fluides*

Le chantier et les installations de chantier sont alimentés en eau potable et en électricité, éclairés et raccordés au réseau d'eau usée.

4.2.1. Electricité

Les installations électriques des cantonnements comme du chantier seront conformes à la réglementation en vigueur.



Des armoires de chantiers seront installées suivant le plan d'installation du chantier. Les principes à respecter sont, a minima, une armoire de chantier :

- Avec un nombre suffisant de prises électriques
- par niveau permettant d'approvisionner les postes de travail dans un rayon de 20m,
- intérieur et extérieur
- spécifique à certains équipements ou travaux (grue à tour, désamiantage, ...)



L'entreprise en charge de l'installation devra utiliser des armoires électriques de chantier.

Les câbles d'alimentation longeront les murs et n'entraveront pas les voies de circulation.



L'éclairage des abords, des circulations extérieures et intérieures (horizontales et verticales), des zones de stockage est obligatoire.

Il pourra être utilement équipé de prises électriques pour le branchement du matériel électroportatif du poste de travail.

Particulièrement, il ne sera pas admis d'utiliser du matériel dans d'autres utilisations que celles décrites par le fabricant.

4.2.2. Eaux usées

Toutes les eaux de chantier, étant chargée en laitance, seront décantée avant d'être déversées dans le réseau d'eaux usées de la commune.

5. Mesures de coordination prises par le coordonnateur

5.1. *Conditions de manutention des différents matériaux et matériels – limitation du recours aux manutentions manuelles*



Le recours aux manutentions manuelles doit rester une exception. Tous les matériaux et matériels de plus de 10 kg devront être manutentionnés à l'aide de moyens mécaniques. A cet effet, des moyens mécaniques de manutention sont mis en commun afin d'approvisionner chaque niveau du chantier. Il appartiendra à chaque entreprise de mettre à la disposition de son personnel, le matériel de manutention adapté pour les approvisionnements horizontaux.

5.2. *Délimitation et aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux*

5.2.1. Stockage en intérieur

Les matériaux de second œuvre pourront être stockés à l'intérieur des locaux, dans la limite des charges admissibles. Des zones de stockage physiquement repérées seront aménagées au plus près des travaux. Elles seront organisées de façon à :

- Ne pas gêner l'intervention des autres corps d'état
- Maintenir la libre circulation des travailleurs
- Permettre l'utilisation des équipements de travail réglementaires (tels qu'échafaudage roulant)
- Ne pas nécessiter de manipulation intermédiaire avant leur mise en œuvre.

Dans tous les cas, l'entreposage des matériaux devra précéder au plus juste leur mise en œuvre telle que prévue au planning contractuel. Les quantités stockées devront correspondre aux quantités à mettre en œuvre sur la zone de stockage (plateau, ½ plateaux, ...).

5.2.2. Stockage en toiture terrasse

Les matériaux et équipements stockés en toiture terrasse ne devront offrir aucun risque de prise au vent. Ils seront organisés de façon à :

- Ne pas gêner l'intervention ou la libre circulation des travailleurs
- Permettre l'utilisation des équipements de travail réglementaires (garde-corps provisoires, ligne de vie, ...)
- Ne pas nécessiter de manipulation intermédiaire avant leur mise en œuvre.

5.3. Conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres



Chaque entreprise est responsable de la propreté de ses postes de travail. A cet effet, chaque entreprise assurera un nettoyage quotidien de ses postes de travail.

L'entreprise titulaire du lot gros-œuvre devra pour la mise à disposition de ses ouvrages l'enlèvement de tout gravas et le nettoyage des zones mises à disposition des autres entreprises.

Les voies et zone de circulation devront rester libres de tout encombrement et ne seront entravées, même temporairement, par des flexibles et câbles divers.

En cas d'inobservation de ces dispositions, le Moe ou le CSPS pourront demander à l'entreprise en charge de l'organisation générale du chantier de palier à ce désordre aux frais des entreprises présentes sur le chantier.

Les entreprises de ce chantier devront faire le tri, sur site, de leurs déchets de chantier. La rotation des bennes devra permettre à tout moment le stockage des déchets. L'entreprise en charge (cf.2.1.2) de cette gestion devra remettre au CSPS une copie du contrat liant l'entreprise à une plateforme de traitement des déchets.

Les déchets de chantier issus des postes de travail en étage devront être évacués à l'aide des goulottes d'évacuation et des moyens mécaniques de manutention en place.



Une benne permettant de collecter les déchets inertes sera mise à disposition sur le chantier.

Les déchets non dangereux non inertes seront collectés dans plusieurs bennes :

- Métaux
- Bois
- Emballages, papiers, cartons, polystyrène, isolants
- Autres

L'élimination des déchets dangereux reste de la responsabilité unique de chaque entreprise. En conséquence, aucun de ces déchets ne devra se retrouver dans les bennes mises à disposition.

Les déchets spécifiques seront éliminés dans le respect des dispositions arrêtées par la commune.

5.4. Conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés - traçabilités

Les entreprises produisant des déchets dangereux en assureront l'évacuation vers les installations de traitement ou de stockage réglementaires.

Elles devront remettre au coordonnateur SPS une copie du bordereau de suivi de ces déchets dûment rempli des cadres 1 à 19 (20-21, le cas échéant).

5.5. *Utilisation des protections collectives*

Le code du travail rend obligatoire la mise en œuvre des protections collectives. Sur ce principe :

- Les protections collectives existantes seront maintenues le plus longtemps possibles
- Les protections collectives existantes seront déposées et remplacées, à l'avancement, par des protections collectives provisoires d'efficacité équivalente.
- Des protections collectives seront mises en œuvre, à l'avancement, et dès l'apparition du risque.
- Elles seront déposées à la disparition du risque.
- La mise en œuvre des protections collectives se fera en sécurité

Les entreprises proposeront au coordonnateur SPS les moyens qu'ils comptent mettre en œuvre pour assurer la sécurité collective des travailleurs. Pour cela, ils tiendront compte des dispositions décrites au point 10.2 (mise en commun des moyens)

5.6. *Moyens de manutention*

Les moyens mécaniques de manutention mis en œuvre par l'entreprise de gros œuvre devront servir toutes les entreprises susceptibles d'effectuer des approvisionnements avant démantèlement.

En l'absence d'une grue à tour, l'entreprise titulaire du lot principal devra la mise en œuvre d'un moyen mécanique de manutention tel qu'un monte-matériaux ou un treuil.

Un moyen autonome de nettoyage des roues de tous les véhicules sortant du chantier sera mis en place et maintenu en bon état de fonctionnement durant toute la période chantier génératrice de boue.

5.7. *Equipements de base des personnes*



Toutes personnes accédant au chantier devront être, a minima, équipée d'un casque de chantier et de chaussures de sécurité.

De plus, les salariés de chaque entreprise devront avoir à disposition les équipements individuels de protection adaptés au risque qu'ils encourent. Chaque entrepreneur doit s'assurer et prendre les dispositions pour que son personnel utilise dans de bonnes conditions ces équipements (choix des équipements, information et formation du personnel, etc.)

6.1. Généralités

Quelle que soit la nature du risque, l'entrepreneur devra procéder à une analyse du risque afin de définir les mesures à prendre pour assurer la sécurité et la santé de :

- son propre personnel
- le personnel des autres entreprises
- les utilisateurs et occupants présents dans les locaux au moment des travaux où devant les occuper dès la fin des travaux.

Il devra s'assurer que son personnel intervient dans des conditions satisfaisantes vis-à-vis des risques existants. Les méthodes d'intervention retenues devront non seulement assurer la sécurité du personnel de l'entreprise mais également celle du personnel des autres entreprises et des occupants présents ou non au moment des travaux.

6.2. Travaux exposant à des risques de chute

L'entreprise prendra connaissance de la note technique CRAMIF n° 25.

6.2.1. Échafaudage roulant



Les échafaudages roulant présents sur le chantier seront conformes à la réglementation et en bon état d'usage.

Chaque travailleur devra connaître les consignes d'utilisation et notamment de :

L'obligation de :

- Bloquer le déplacement de l'équipement en étant dessus.
- Mettre en œuvre les pieds de stabilisations lorsqu'ils existent
- Vérifier sa stabilité préalablement à son utilisation

L'interdiction de :

- Déplacer l'équipement en étant dessus
- D'utiliser un équipement appartenant à une autre entreprise sans convention de mise en commun.

6.2.2. Travaux en hauteur



L'échelle ne peut être considérée comme un poste de travail même ponctuel.

Les escabeaux ne peuvent être considérés comme des postes de travail même ponctuels

En conséquence,

La présence de ce matériel sur le chantier ne peut être justifiée que par un besoin d'accès à un autre niveau. Le coordonnateur SPS se réserve donc le droit de consigner ce type de matériel



Les travaux en hauteurs devront être réalisés à partir d'échafaudage roulant, de plate-forme individuelle de travail (gazelle) ou, au mieux, à partir d'un platelage permettant un accès à hauteur d'homme pour tous les postes de travail.

Tous les équipements utilisés seront conformes à la réglementation et garantirons la sécurité des travailleurs

6.3. *Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques*

Pour tous les travaux nécessitant habituellement le recours à des substances toxiques et dangereuses, les entreprises devront préférer les matériaux et les méthodes de travail propres et respectant la santé et l'intégrité des travailleurs. En cas d'impossibilité technique (analyse de risque dans le PPSPS) :

- Le planning des travaux devra être adapté pour que seuls les travailleurs affectés à ces tâches soient confrontés au risque
- Les entreprises concernées mettront à la disposition de ses travailleurs les équipements nécessaires à leur sécurité (cf. 7.2)

6.4. *Travaux sur des matériaux contenant du plomb Travaux sur ou à proximité de matériaux contenant du Plomb (cf. doc. INRS ED 6374) (si présence)*

La particularité de la présence du plomb en cas de travaux de démolition et de curage nécessite l'exploration et le respect du code civil et du code du travail qui solliciteront les orientations suivantes :

- Test d'empoussièrement initial
- Visite médicale et taux de plombémie initial
- Aptitude médicale spécifique
- Dépollution préalable c'est-à-dire suppression (écaillage pulvérulence...) de tout ce qui n'est pas adhérent au support ce qui permet de relever la note en deux au lieu de trois pour le code civil et pour le code du travail cela permet de dépolluer avant accès salariés

Le but de cette démarche étant de supprimer toute émission de poussière et de propagation du plomb dans la poussière.

Pour les phases de démolition tel que : « tranchée, percement » tous ceux-ci seront détaillés dans un PGC spécifique rédigé à l'aide des guides suivants :

Ces travaux peuvent être effectués sous confinement partiel avec des méthodes sans émission de poussière (travaux à l'humide, brumisation) **les salariés étant équipés d'EPI spécifiques.**

Avant libération des zones, il devra être réalisé un test d'empoussièrement après aspiration des zones par un aspirateur filtre à particule absolu.

6.5.3 Méthodologie pour gérer les possibles risques plomb :

Le coordonnateur SPS rédiger un plan général de coordination (PGC) à destination des entreprises en prenant spécifiquement en compte la problématique de la présence de plomb ; afin de fournir aux entreprises les moyens d'évaluer les risques et de rédiger leur plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS). Le plan général ou simplifié de coordination inclus notamment :

- La cartographie initiale du plomb (matériaux, parois etc.) qui est le diagnostic plomb avant travaux ;
- Un constat complémentaire de relevé surfacique du plomb ayant valeur d'état 0 de la zone de chantier et des espaces publics environnants ;
- Le PGC distinguera :
 - les zones contenant du plomb dans leurs matériaux sur lesquels des travaux sont prévus ;
 - les zones contenant du plomb dans leurs matériaux mais sur lesquels aucun travail n'est prévu ;
 - les zones ne contenant pas de plomb dans leurs matériaux.
- Les mesures à la charge de l'entreprise pour évaluer le risque d'exposition au plomb pour les zones inaccessibles avant démolition ;
- La définition des interventions susceptibles de nécessiter un protocole plomb ;
- Les dispositifs d'organisation spatiale du chantier pour éviter au mieux les allers-retours entre les zones « plombées » et les zones « saines » ;
- La caractérisation des protections collectives ;
- La planification du contrôle par des prises de mesures d'air et du suivi au test lingette pour identifier les dispersions inattendues ;
- Le protocole de gestion des déchets (définition d'une zone de stockage sur site puis évacuation) ;
- Les conditions de mise à jour de la cartographie de risque d'exposition au plomb en phase chantier par les entreprises et le CSPS de façon à ajuster, tout au long du chantier, l'organisation spatiale de circulation des personnels.

Intervention dans l'élaboration et la mise au point des documents de consultation des entreprises

Le CSPS aura à définir les sujétions de mise en place et d'utilisation concernant :

- les protections collectives ;
- les appareils de levage ;
- les accès provisoires ;
- les installations générales ;
- les installations électriques.

Il fera mentionner dans les documents de consultation des entreprises, leur répartition entre les différents lots ou corps d'état.

Sera également joint au dossier de consultation des entreprises, le projet de règlement de fonctionnement du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT).

Il sera notamment précisé :

- **L'organisation et calibrage des installations communes de chantier ;**

Le cahier des clauses techniques particulières et le PGC des entreprises devra préciser dans les installations de chantier :

- Les dispositifs spécifiques au plomb et à ses composés en application des articles R4412-156 à R4412-157 du code du travail :
 - Vestiaires différents pour les vêtements de travail et pour les vêtements de ville, séparés par des douches.

Article R.4412-156 du code du travail

Les travailleurs exposés au plomb ou à ses composés disposent de deux locaux aménagés en vestiaires collectifs situés près de la sortie de l'établissement, le premier étant exclusivement réservé au rangement des vêtements de ville et le second au rangement des vêtements de travail. Des douches assurent la communication entre les deux vestiaires.

Article R.4412-157 du code du travail

L'employeur veille à ce que les travailleurs exposés n'accèdent au second vestiaire qu'après avoir déposé dans le premier leurs vêtements de ville et ne pénètrent dans ce dernier, postérieurement à toute intervention les exposant au plomb et à ses composés, qu'après leur passage dans les installations de douches.

Au-delà de cet article, ces installations seront obligatoires, quelque-soit le niveau d'exposition au plomb ou à ses composés par mesures de prévention.

➤ Les mesures de prévention des risques de dissémination du plomb :

- Isolement de la base vie avec le chantier (lieu de localisation des douches) ;
- Isolement des zones de chantier avec présence de plomb des zones exemptes de plomb ;
- Installation de sas d'accès aux zones de travail avec présence de plomb ;
- Alimentation en eau de la zone de chantier (pédiluve, brumisation...) ;
- Utilisation d'aspirateur à filtre à très haute efficacité (THE), interdiction de tout balayage à sec ou nettoyage à l'air comprimé ;
- Sanitaires et douches avec distributeurs de savons sans contact, lavabos équipés de robinets actionnés par pédale ou poussoir genoux ou de robinets automatiques à détecteur ;
- Collecte et canalisation des eaux polluées plomb distinctes de l'évacuation des EU/EV.

Les mesures et moyens de prévention propres à chaque lot ;

En complément des prestations propres à la nature de chaque lot, les mesures et moyens de prévention (technique, collective et individuelle) au risque d'exposition au plomb, adaptés aux prestations du lot, devront être dans la mesure du possible anticipées et éventuellement prévues au CCTP, suivant notamment :

- la nature des interventions projetées,
- la nature du plomb,
- l'émission des poussières générées,
- la durée d'exposition,
- le lieu d'exécution (espace extérieure ou intérieure),
- les autres risques,
- les contraintes d'exploitation,
- les conditions climatiques.

Les mesures et moyens de prévention devront respecter les dispositions particulières aux agents

CMR et au plomb et à ses composés, dont :

- Utilisation et nettoyage des vêtements de travail ;

Article R.4412-158 du code du travail

L'employeur veille à ce que les travailleurs ne mangent pas et ne fument pas en vêtement de travail.

Les travailleurs mangent en vêtement de ville ou en combinaison jetable, fournie par l'employeur.

Article R.4412-159 du code du travail

Lorsque le lavage des vêtements de travail est réalisé par une entreprise extérieure, ces vêtements sont transportés dans des récipients clos, comportant un affichage clairement lisible indiquant la présence de plomb, sans préjudice des dispositions prévues à l'article R. 4412-73.

Au-delà de ces réglementations, ces dispositions sont obligatoires, quelque-soit le niveau d'exposition au plomb ou à ses composés.

A titre indicatif : Mesures et moyens prévus aux articles 10 et 11 du décret n°88-120 du 1^{er} février 1988 relatif à la protection des travailleurs exposés au plomb métallique et à ses composés, aujourd'hui abrogé mais qui demeurent pertinentes au regard des mesures et moyens de prévention prévus aux articles R.4412-66 à R.4412-75 du code du travail :

- En cas d'impossibilité de réaliser les travaux exposant au plomb ou à ses composés en 25
Organisation des chantiers patrimoniaux en présence et avec maintien du plomb - version provisoire du 02 août 2018 - 28/64 système clos et étanche, les emplacements de travail devront être équipés de moyens efficaces assurant l'évacuation des poussières, des fumées ou des vapeurs de plomb, de manière que l'exposition collective ou individuelle soit aussi basse que possible.
- L'employeur doit fournir aux travailleurs ayant habituellement les mains en contact avec du plomb ou des composés du plomb des gants en matière imperméable aux produits manipulés.
- Lorsque les conditions de travail comportent le risque d'imprégnation des vêtements par le plomb ou ses composés, l'employeur fournit à chaque travailleur des vêtements de protection individuels ainsi qu'une coiffure et des bottes ou des chaussures de travail. Il en assure le bon entretien et le lavage fréquent.
- Lorsque le lavage est effectué dans une blanchisserie extérieure, l'employeur informe le responsable de la blanchisserie de la contamination des effets par le plomb. Les vêtements contaminés doivent être transportés dans des récipients clos.

La fourniture d'EPI (combinaisons, masques respiratoires, gants, sur-chaussures...) aux visiteurs extérieurs (maître d'ouvrage, maître d'œuvre, CSPS, etc.) devra être prévue au lot principal ou au lot concerné par les travaux exposant au plomb.

La métrologie ;

Il conviendra de préciser dans les pièces écrites les tests de mesures d'air pris en charge par le maître d'ouvrage et ceux mis à la charge des entreprises, **en tenant compte que les modes opératoires doivent être accompagnés d'une VLEP.**

L'identification des actions de chantier susceptibles de provoquer un contact avec le plomb ou de contaminer la zone de chantier ;

Lors de l'élaboration du CTP et du PGC, au-delà des interventions sur des supports plombés ou identifiés à travers les diagnostics plomb réglementaires, il convient de projeter les interventions sur les supports limitrophes qui peuvent se révéler contaminés (planchers, éléments de couverture...) et anticiper des processus qui prennent en compte la découverte fortuite de plomb (nettoyage de façades, ouverture de planchers, démolitions et curages divers etc).

TRAVAUX EXTÉRIEURS :

- ☐ Dépose ou réparation d'ouvrage en plomb
- ☐ Nettoyage des façades
- ☐ Remplacement de pierre
- ☐ Dépose d'ardoises ou de tuiles
- ☐ Dépose ou réparation de menuiseries
- ☐ Mise en place des équipements de chantier
- ☐ Restauration des vitraux
- ☐ Manipulation de matériau en plomb à l'état « massif ».

TRAVAUX INTÉRIEURS :

- ☐ Restauration des peintures murales à l'huile et badigeons
- ☐ Curage et démolitions de cloisonnements de distribution
- ☐ Nettoyage des combles
- ☐ Dépose de planchers ou de lambris
- ☐ Décapages de peintures
- ☐ Découpe ou sablage de structures métalliques

La dépollution préalable avant intervention ;

• **Ravalement** : la pratique a démontré que la dépollution préalable avant le nettoyage ou le ravalement des façades n'apporte pas de protection supplémentaire au risque d'exposition au plomb, puisque lors de ces interventions le travailleur porte déjà des EPI pour le protéger (notamment problème de silice). L'attention est surtout à porter sur l'isolement de zone, la récupération et le traitement des déchets issus de ce nettoyage ou de ce ravalement en fonction du taux de pollution.

• **Combles** : La particularité de la présence du plomb en cas de travaux de démolition et de curage nécessite l'exploration et le respect du code civil et du code du travail qui solliciteront les orientations suivantes :

• Test d'empoussièrement initial et de contrôle périodique

• Visite médicale et taux de plombémie initial

• Aptitude médicale spécifique

• Dépollution préalable c'est-à-dire suppression (écaillage pulvérulence...) de tout ce qui n'est pas adhérent au support ce qui permet de relever la note en deux au lieu de trois pour le code civil et pour le code du travail cela permet de dépolluer avant accès salariés

Le but de cette démarche étant de supprimer toute émission de poussière et de propagation du plomb dans la poussière.

Pour les phases de démolition tel que : « tranchée, percement », curage.

6.5.4 Travaux sur matériaux contenant du plomb (si présence) :

Généralités

L'entrepreneur du présent lot devra appliquer la réglementation applicable pour la protection des travailleurs et notamment :

- Le code du travail.
- Les recommandations de l'Institut National de Recherche et de Sécurité (INRS) relatives aux interventions sur les peintures contenant du plomb.
- Les recommandations de l'OPPBTP relatives aux solutions techniques de traitement des peintures au plomb.

Le déplombage d'éléments contenant du plomb et inventoriés dans le rapport de diagnostic devra être effectué conformément à la réglementation en vigueur.

En cours de travaux et en cas de doute sur la nature de matériaux non répertoriés dans ce rapport, les entreprises en aviseront immédiatement le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage qui feront établir un diagnostic complémentaire.

Analyse

Préalablement au démarrage des travaux, l'entrepreneur procédera :

1. A des tests lingettes au droit des zones confinées et sur les échafaudages, ils devront être précisément localisés sur un plan. Les résultats de ces tests serviront comme base de référence pour les tests intermédiaires et libératoires. Des tests lingettes seront ensuite répétées à intervalles réguliers jusqu'à la fin des travaux de déplombage. Le confinement pourra être déposé quand les résultats des tests lingettes seront concordants avec ceux des prélèvements initiaux.
2. A la réalisation d'une VLEP pour le mode opératoire prévu

Travaux de dépollution préalable

La particularité de la présence du plomb nécessite l'exploration et le respect du code civil et du code du travail qui solliciteront les orientations suivantes :

- *Test d'empoussièrement initial et de contrôle périodique*
- *Visite médicale et taux de plombémie initial*
- *Aptitude médicale spécifique*
- *Dépollution préalable c'est-à-dire suppression (écaillage, cloquage, pulvérulence...) de tout ce qui n'est pas adhérent au support ce qui permet de relever la note en deux au lieu de trois pour le code civil et pour le code du travail cela permet de dépolluer avant accès salariés*

Le but de cette démarche étant de supprimer toute émission de poussière et de propagation du plomb dans la poussière.

Pour les phases de dépose tel que : « dépose de battants et/ou d'ouvrages bois ».

Organisation et obligation de des entreprises

L'entreprise ne devra pas, pour la réalisation de ce chantier, employer de personnel intérimaire ou des salariés à contrat à durée déterminée dans des travaux en zone confinée ou pouvant les exposer aux poussières de plomb.

Il est rappelé à l'entreprise que le temps ininterrompu de port des équipements de protection respiratoire individuelle nécessaires aux travaux de traitement de matériaux contenant de plomb ne devrait pas excéder 2h30.

Les intervenants devront être équipés de masques à face pleine et à ventilation assistée TH3. Ces masques devront être équipés de filtres P. Leur débit minimal sera de 10 m³/h.

Toute personne qui ne respecterait pas les consignes ainsi définies serait exclue du chantier sans préavis.

L'entreprise devra la fourniture de vêtements de travail jetables non tissés ou lavables et de protections respiratoires en nombre suffisant pour que son personnel et les visiteurs puissent accéder à la zone.

Ces vêtements jetables seront à usage unique, et devront être éliminés au titre des déchets plombs. Les chaussures seront des chaussures ou des bottes de sécurité lavables. Les gants seront de type gants de manutention en fonction de la nature des travaux réalisés. L'entreprise devra le nettoyage soigné des équipements respiratoires utilisés par les intervenants (masques). Toutes ces protections seront intégrées dans le chiffrage de l'entreprise et seront décrites dans le plan de retrait de l'entreprise.

Confinement de la zone chantier

La zone de chantier sera confinée par l'entrepreneur concerné.

Ce confinement a pour objet d'isoler la zone de travaux pour éviter toute dissémination des poussières à l'extérieur de la zone confinée.

Ce confinement sera réalisé par bâche thermo-soudé étanche.

Protection des planchers d'échafaudages par double épaisseur de film polyane.

Au droit des pénétrations diverses, câbles, canalisations, bourrage par mousse expansive.

Sas d'accès

L'accès à la zone de travail se fera à partir du sas d'accès. L'entrepreneur du présent lot devra notamment la signalisation spécifique pour interdire l'accès à toute personne étrangère au chantier.

Renouvellement d'air suivant conclusion de la VLEP

Fourniture et mise en place d'un extracteur avec filtre à très haute efficacité avec prise d'air et rejet d'air compris réseaux d'alimentation électrique.

Les poussières au droit des postes de travail seront aspirées, à l'aide d'un aspirateur avec filtre à très haute efficacité.

Nettoyage

L'entrepreneur du présent lot devra :

- Assurer le nettoyage régulier de la zone de travail par aspiration des sols, des planchers d'échafaudages et des parties découpées.
- Ramasser régulièrement les déchets (écaillés de peinture, poussières de ponçage, résidus de décapage, etc...) en les humidifiant.
- Conditionner les déchets dans des sacs.
- Stocker les sacs en attente d'évacuation dans un espace inaccessible.

Installations sanitaires

Le personnel intervenant sur les peintures au plomb devra disposer d'une installation sanitaire dédiée comprenant :

- Sanitaires et douches.
- Vestiaires équipés d'armoires à deux compartiments.
- Réfectoires.

Traitement du plomb

Le déplombage d'éléments contenant du plomb et inventoriés dans le rapport de diagnostic devra être effectué conformément à la réglementation en vigueur et notamment au Fascicule spécifique réalisé par CEBTP.

Concerne tous les éléments revêtus ou contenant du plomb prévus déposés, démolis ou purgés.

Pendant les travaux et pour réduire le taux d'empoussièrement, l'entreprise devra prévoir la brumisation des supports à traiter, assurer un nettoyage régulier de la zone de travail par aspiration. Le balayage est à proscrire. Les différentes techniques de déplombage que l'entreprise pourra utiliser, sont les suivantes :

Risques particuliers : Emission importante de poussière chargée en plomb, si les travaux de piochage sont réalisés à sec. Il est recommandé d'humidifier le support afin de réduire les émissions de poussières.

Mesures de prévention avant travaux : Isoler la zone, doubler le film plastique sur les sols, créer un sas permettant l'accès et la sortie de la zone contaminée.

- Décapage chimique par produit caustique

Cette technique n'est efficace qu'en surface. On utilise des produits contenant de la soude, fortement alcalins et étiquetés "corrosifs". Cette technique impose un grattage préalable des peintures s'écaillant. Le produit sous forme de gel est appliqué à la brosse et recouvert par un film en polyéthylène pour éviter son dessèchement le temps qu'il dissolve les peintures. Après la mise à nu du fond, un rinçage est nécessaire par un produit chimique neutralisant. Risques particuliers : Brûlures graves aux niveaux cutané et oculaire. Production importante de déchets chimiques. Mesures de prévention avant travaux : dito « Décapage thermique » avec une douchette de secours autonome permettant d'intervenir immédiatement en cas de contact avec des produits chimiques si cette douche d'hygiène n'est pas à proximité immédiate de la zone de travail.

Pendant les travaux : Proscrire le transvasement des produits. Pour supprimer les projections, proscrire l'application au rouleau, recueillir les eaux de rinçage pour traitement ultérieur.

- Décapage chimique par produit à base de solvants

Cette technique n'est efficace qu'en surface. On utilise des produits contenant du chlorure de méthylène (ou dichlorométhane), associé ou non à d'autres solvants. Cette technique impose un grattage préalable des peintures s'écaillant. Le produit sous forme de gel est appliqué à la brosse et recouvert par un film en polyéthylène pour éviter son dessèchement le temps qu'il dissolve les peintures. Après la mise à nu du fond, un rinçage est nécessaire par un produit chimique neutralisant.

Risques particuliers : En cas d'inhalation, troubles de la vigilance, vertiges, maux de tête. En contact avec la peau, brûlures douloureuses. Risques d'incendie et d'explosion. Production importante de déchets chimiques.

Mesures de prévention avant travaux : dito « Décapage chimique par produit caustique ».

Pendant les travaux : Ventiler la zone de travail. Proscrire le transvasement des produits. Pour supprimer les projections, proscrire l'application au rouleau, recueillir les eaux de rinçage pour traitement ultérieur.

Traitement des déchets

Sur le chantier, les déchets devront être séparés suivant leur nature afin d'être dirigés vers les centres de traitement appropriés

Après les travaux

Réaliser un nettoyage complet des zones de travail. Après un délai permettant aux poussières de se déposer, retirer les films de protection, réaliser un nettoyage final par aspiration et/ou un essuyage à l'humide.

État des lieux de fin de travaux

Après démantèlement complet des installations de traitement des matériaux contenant du plomb, une visite d'état des lieux sera effectuée, par zone de confinement par la Maîtrise d'oeuvre en présence du responsable de l'Entrepreneur.

Documents de chantier

L'entreprise tiendra à jour sur le chantier l'ensemble des documents nécessaires à la réalisation des travaux, à la vérification des matériels utilisés, à l'utilisation et la surveillance des équipements, en particulier :

☐ Le registre des déchets composé du document d'acceptation des déchets et les copies des bordereaux de suivi des déchets.

Mesures libératoires et de restitution

Les contrôles libératoires et de restitutions sont réalisés conformément aux règlements en vigueur par un laboratoire agréé.

Ces contrôles sont à la charge de l'entreprise tant que le résultat des contrôles ne sera pas probant.

Il est précisé que l'entreprise devra tout mettre en oeuvre pour obtenir des rapports finaux concluants sur les contrôles libératoires et de restitutions effectués par le laboratoire agréé.

La particularité de la présence du plomb en cas de travaux de démolition et de curage

Nécessite l'exploration et le respect du code civil et du code du travail qui solliciteront les orientations suivantes :

- Test d'empoussièrement initial
- Visite médicale et taux de plombémie initial
- Aptitude médicale spécifique
- Dépollution préalable c'est-à-dire suppression (écaillage pulvérulence...) de tout ce qui n'est pas adhérent au support ce qui permet de relever la note en deux au lieu de trois pour le code civil et pour le code du travail cela permet de dépolluer avant accès salariés

Le but de cette démarche étant de supprimer toute émission de poussière et de propagation du plomb dans la poussière.

Pour les phases de démolition tel que : « tranchée, percement » tous ceux-ci seront détaillés dans un PGC spécifique rédigé à l'aide des guides suivants :



Ces travaux peuvent être effectués sous confinement partiel avec des méthodes sans émission de poussière (travaux à l'humide, brumisation) **les salariés étant équipés d'EPI spécifiques.**

Avant libération des zones, il devra être réalisé un test d'empoussièrement après aspiration des zones par un aspirateur filtre à particule absolu.

L'accueil salarié sera effectué de la façon suivante à l'aide d'un livret d'accueil :

LIVRET D'ACCEUIL PLOMB

Chantier :

Dans l'immeuble situé au, le plomb est omniprésent. Vous devez donc veiller à respecter les règles d'hygiène et de sécurité liées à cette spécificité. Le plomb provoque le saturnisme.

Les règles d'hygiène et de sécurité sont les suivantes :

- Assurez-vous de ne pas rapporter des particules de plomb chez vous,
- Séparez vos vêtements de travail de vos effets personnels,
- Adoptez une hygiène corporelle stricte avant de rentrer chez vous et avant de déjeuner : douche, lavage du visage, nettoyage des mains et brossage des ongles,
- Changez-vous à la fin de votre journée,
- Utiliser systématiquement les masques MP3, les combinaisons et les gants de protection quand vous êtes en contact avec des peintures au plomb (scelllements, percements, rainurages, petites démolitions ...). Ces équipements doivent être jetés avant le déjeuner et avant de rentrer chez vous,
- Pour les travaux de saignée percement de cloisons et faux plafonds plomb, utilisation systématique des casques à ventilation assisté.
- Humidification systématique des casques à ventilation assisté,
- Nettoyage humide journalier des planchers lors des travaux provoquant des poussières plomb,
- Interdiction de fumer et de manger en ambiance plomb.



En signant ce document, vous prenez l'engagement de respecter ces règles.

Date :

Nom :

Prénom :

Signature :

6.5. *Travaux de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante*

6.5.1. En intérieur

6.5.1.1. Le plan de retrait

Avant chaque chantier de retrait ou de confinement, l'entreprise intervenant doit établir un plan de retrait ou de confinement de matériaux contenant de l'amiante (PRC).

Le PRC sera transmis au Mo, Moe, CSPS avant son envoi aux organismes de prévention obligatoires

Ce plan de retrait doit comporter :

1° La méthode

Ce qui implique :

- la localisation précise du chantier, description de son environnement,
- la gestion des niveaux d'exposition,
- l'organisation du chantier comprenant notamment les règles d'accès, le balisage et la surveillance,
- la gestion des déchets, volume, méthode de tri et de collecte, conditionnement.

2° Les contrôles

Les points de contrôle devront figurer sur un plan du chantier, ainsi que la fréquence des contrôles des rejets et des contrôles dans les sas, en cohérence avec les résultats de l'évaluation des risques.

3° L'évaluation comprenant

- l'identification du danger, nature de l'amiante (type de fibres) et état de dégradation,
- l'analyse du risque engendré par le procédé de démolition, de retrait ou de confinement utilisé.

4° les mesures de préventions

Les moyens mis en œuvre doivent être décrits.

5° Les attestations de compétence des travailleurs impliqués

Les attestations de compétence des travailleurs impliqués sont jointes au plan de démolition, de retrait ou de confinement

6° opérateur de repérage et laboratoire d'analyse

L'entreprise désignera l'opérateur de repérage et le laboratoire qui effectueront les mesures libératoires obligatoires

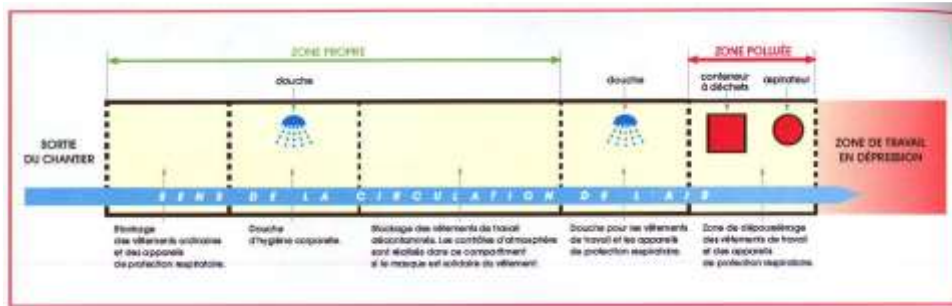
6.5.1.2. L'installation du chantier

La zone de récupération pour les travaux de traitement des MCA ne doit pas être confondue avec la base vie du chantier qui généralement se trouve à l'entrée du chantier. Les désamianteurs doivent pouvoir bénéficier d'un espace de vie en sortie des SAS qui sera essentiellement un vestiaire et une zone de stockage des matériels propres nécessaires à leurs travaux ; le réfectoire doit rester commun avec les autres entreprises.

Cette zone sera obligatoirement clôturée et identifiée (danger chantier amiante) afin de permettre un contrôle efficace des accès par le sas-man.

Il comprend :

- ◇ La neutralisation de tout dispositif de ventilation ou climatisation ;
- ◇ L'obstruction de toutes les ouvertures donnant directement sur la zone à traiter ;
- ◇ La construction d'une enveloppe étanche ;
- ◇ La mise en place d'un sas, soit un tunnel comportant cinq compartiments, permettant la décontamination du personnel intervenant.



On peut distinguer le confinement :

- statique : les parois sont recouvertes de 2 films d'une épaisseur minimum de 200 µm avec un recouvrement d'au moins 20 cm. Dans le cas où toutes les parois seraient facilement décontaminables (carrelage, peinture lisse) la protection de ces surfaces, après calfeutrement et protection des ouvrants et des discontinuités peut être réduite. Cette disposition doit avoir l'accord de l'inspection du travail.
- dynamique : il consiste à créer un flux d'air propre et permanent de l'extérieur vers l'intérieur de la zone. Elle nécessite la mise d'extracteurs (unités déprimogènes). L'entrée de l'air est assurée par le tunnel d'accès.
- Lorsque le confinement est terminé et avant le début des travaux des tests de fumée sont réalisés afin de vérifier :
 - que le flux d'air entrant est suffisant
 - les capacités d'extraction réelle des unités déprimogènes
 - l'étanchéité du confinement

6.5.1.3. La restitution des locaux

Avant toute restitution de la zone en vue de l'exercice d'une quelconque activité et préalablement à l'enlèvement de tout dispositif de confinement, total ou partiel, il est procédé :

- à un examen visuel incluant l'ensemble des zones susceptibles d'avoir été polluées;
- au nettoyage approfondi de la zone par aspiration avec un équipement doté d'un dispositif de filtration à haute efficacité ;
- à la fixation des fibres éventuellement résiduelles sur les parties traitées.
- à une mesure du niveau d'empoussièrement

L'entreprise devra adresser une copie des résultats au Mo, Moe et CSPS ; Sans avis contraire dans les 12h l'entreprise pourra démanteler le confinement.

6.5.1.4. La gestion des déchets

Des bordereaux de suivi des déchets amiantés seront établis pour chaque type de déchets :

- Dalles de sol
- Colle et matériaux pulvérulents
- Amiante-ciment
- Glasal
- Etc.
- L'original du bordereau accompagne le déchet depuis l'émetteur du bordereau jusqu'à l'installation de vitrification ou le site de stockage.
- L'exploitant de l'installation de vitrification ou du site de stockage retourne une copie du bordereau à l'émetteur après avoir réceptionné le déchet dans son installation (cadre 4 renseigné), puis retourne une nouvelle copie de ce bordereau après avoir réalisé la vitrification ou le stockage (cadre 5 renseigné). Dans le cas où la vitrification ou le stockage est effectué moins d'un mois après la date de réception du déchet, une seule copie est adressée à l'émetteur.
- Toute personne qui émet, reçoit ou complète l'original ou la copie d'un bordereau en conserve une copie pendant 3 ans pour les transporteurs, pendant 5 ans dans les autres cas.
- L'original est conservé dans tous les cas par l'exploitant de l'installation de vitrification ou de stockage, après avoir rempli le cadre 5.

Le formulaire CERFA n°11861*02 intitulé « bordereau de suivi des déchets dangereux contenant de l'amiante » constitue la page principale du bordereau et est utilisée dans tous les cas.

Le formulaire peut être complété par l'annexe du formulaire CERFA n°11861*02 intitulée « annexe du bordereau de suivi des déchets dangereux contenant de l'amiante » dans le cas d'entreposage provisoire ou de transport multimodal. Le cadre 1 doit être signé par le maître d'ouvrage ou dans le cas de déchets qui ne sont pas issus de travaux de désamiantage par le détenteur du déchet, puis par l'entreprise de travaux qui effectue les travaux de désamiantage et qui remplit le cadre 2.

6.6. *Travaux sur ou à proximité de matériaux contenant de l'amiante (cf. doc. INRS ED 809)*

6.6.1. Obligation de l'entrepreneur

Chaque entrepreneur devra :

- Evaluer le risque
- S'assurer de l'aptitude médicale des travailleurs concernés
- Former et informer les travailleurs sur le risque amiante, le mode opératoire, les moyens de prévention et le port des équipements de protection individuelle
- Communiquer et expliquer le mode opératoire retenu pour les présents travaux
- Transmettre aux travailleurs et au médecin du travail une fiche individuelle d'exposition au risque
- Sur avis du médecin du travail, organiser une surveillance médicale renforcée

6.6.2. La stratégie à retenir

Quelle que soit la nature de l'intervention, l'entreprise devra obligatoirement, faute de pouvoir éviter le risque, le réduire en :

- Délimitant l'espace de travail où un risque de contamination existe
- Balisant cet espace par l'extérieur au moyen de pancartes
- En limitant l'accès aux seules personnes directement concernées par les travaux
- Humidifiant la zone d'intervention afin de limiter la dispersion possible de fibres d'amiante
- Aspirer à la source
- N'utiliser que des outils manuels ; le but recherché étant de contrôler la vitesse de l'intervention et donc la création de poussières
- Envelopper soigneusement les matériaux amiantés
- Nettoyer soigneusement la zone et les outils

Le personnel réalisant cette intervention devra obligatoirement être équipé de :

- Masque avec filtre P3
- Combinaison jetable de type P5
- Sac à déchets
- Aspirateur à filtre de très haute efficacité

6.6.3. Le mode opératoire

Les entreprises concernées devront, dans leur PPSPS, décrire le mode opératoire retenu pour ces travaux sur à une évaluation des risques qui permettra :

- d'apprécier l'état de dégradation des matériaux contenant de l'amiante sur lesquels aura lieu l'intervention ;
- d'identifier les contraintes techniques et de délai requises par l'intervention sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- de déterminer notamment la nature, la durée et le niveau de l'exposition des travailleurs à l'inhalation des poussières provenant de l'amiante ou de matériaux contenant de l'amiante
- d'élaborer un mode opératoire approprié au type d'intervention effectué;
- ce mode opératoire sera intégré au plan de prévention élaboré à l'initiative du chef d'entreprise utilisatrice..

Issu d'une analyse des risques propres au chantier et sur la base des conclusions du rapport de repérage avant travaux, le mode opératoire décrira :

- la nature de de l'intervention et des travaux,
- le type d'amiante et les quantités d'amiante manipulées,
- le type de lieu où sont réalisés les travaux,
- le nombre de travailleurs impliqués,
- les méthodes mises en œuvre lorsque les travaux nécessitent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant,
- les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs.

Ce mode opératoire devra être validé par le médecin du travail.

6.7. *Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées*



Pour les travaux réalisés sur des installations électriques, le personnel devra justifier d'une habilitation électrique en cours de validité. Cette habilitation engage la responsabilité de l'employeur. Une copie sera annexée au PPSPS.

Les zones de travail devront être physiquement identifiées et protégées. Seul le personnel habilité pourra intervenir à proximité ou sur des installations électriques sous-tension.

La consignation de réseaux électrique devra être identifiable ; notamment, le nom du travailleur ayant réalisé la consignation devra apparaître sur l'armoire électrique concernée. Seul le responsable de la consignation peut lever la consignation.

Pour les problèmes liés aux installations électriques de chantier, seul un électricien (capable d'identifier l'origine d'une panne) pourra intervenir sur les armoires de chantier.



Chaque entrepreneur doit vérifier la présence de réseaux électriques sur ou à proximité de ses zones d'intervention. Le cas échéant, il se rapprochera d'un électricien pour vérifier la présence d'électricité.

Dans l'affirmative, l'électricien informera le CSPS et le Moe de la présence de câbles électriques alimentés.

Il interdira la poursuite de l'intervention et sécurisera la zone afin d'éviter tout risque d'électrification.

Il prendra contact avec le gestionnaire du réseau.

Le coordonnateur SPS et le Moe, après concertation, arrêteront les dispositions à prendre pour la poursuite des travaux.

7. Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants

7.1. *Obligations des entrepreneurs*

7.1.1. Généralités

En aucun cas l'intervention du CSPS ne modifie la responsabilité des chefs d'entreprise vis-à-vis de leur personnel. En conséquence chaque employeur doit assurer la sécurité, les conditions de travail et l'hygiène pour son personnel et doit notamment privilégier le recours :

- Aux moyens de prévention collectifs. Les moyens de prévention seront mis en œuvre, au plus tard, dès l'apparition du risque et seront maintenus jusqu'à la disparition du risque. Il mettra à la disposition de son personnel, lorsqu'aucune autre solution n'est possible les équipements individuels de sécurité adaptés aux risques.
- Moyens mécaniques de manutentions verticaux comme horizontaux. L'approvisionnement manuel des postes de travail ne sera pas toléré pour des charges de plus de 25 kg et ne pouvant être manipulées en sécurité du fait de leur consistance ou encombrement.

Dans le cadre de cette opération chaque entrepreneur devra collaborer afin de parvenir au meilleur compromis en matière de sécurité. La mise en commun des moyens de prévention des risques sera privilégiée.

Les entrepreneurs concernés, sur la base des informations transmises dans le marché, adresseront une Déclaration d'Intention de commencement de Travaux à chaque exploitant ayant précédemment fait apparaître des ouvrages sur ou à proximité de la localisation du chantier prévu (cerfa 13619*01). L'exploitant doit accuser réception de la DICT au moins 10 jours ouvrés avant la date de commencement des travaux.

7.1.2. Elaboration du planning de réalisation des travaux

Le planning de l'opération devra faire apparaître :

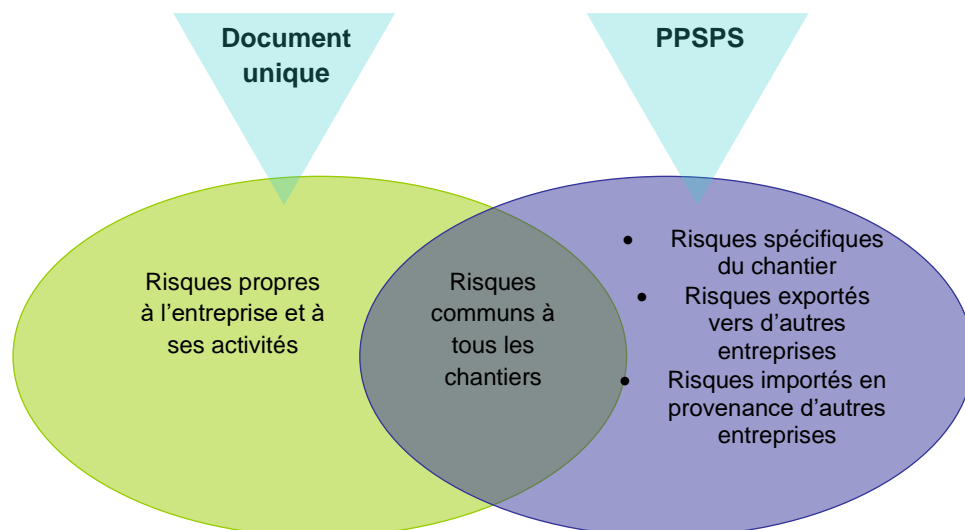
- La visite d'inspection commune
- La remise du PPSPS
- Les contrôle et visites obligatoire
- Les tâches suivantes :
 - Installation de chantier
 - Déménagement et aménagement
 - Période de mise à disposition des équipements
 - Période d'installation et de repli des équipements dès lors qu'ils engendrent un risque nouveau pour les autres entreprises .

7.1.3. Inspection commune et PPSPS

Le PPSPS est établi par toutes les entreprises (titulaires ou sous-traitantes) ayant des travaux à risques particuliers (cf. point 5). Ces entreprises, à partir des prescriptions du CSPS, indiqueront dans leur PPSPS les méthodes de travail et les moyens de prévention qu'elle compte mettre en œuvre pour prévenir leurs risques vis-à-vis :

- de leur propre personnel
- du personnel des autres entreprises
- des occupants du site, le cas échéant.

Le PPSPS sera transmis, par le CSPS, aux autres entreprises afin qu'elles définissent les moyens de préventions à mettre en œuvre pour leur propre personnel pour prévenir les risques en provenance des autres entreprises.



8.1. *Principales références réglementaires applicables*

Article L. 4531-1 : Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé des personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé mentionné à l'article L. 4532-4 mettent en œuvre, pendant la phase de conception, d'étude et de l'élaboration du projet et pendant la réalisation de l'ouvrage, les principes généraux de prévention énoncés aux 1° à 3° et 5° à 8° de l'article L. 4121-2.

Ces principes sont pris en compte notamment lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations de chantier, en vue :

- 1° De permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail se déroulant simultanément ou successivement ;
- 2° De prévoir la durée de ces phases ;
- 3° De faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage.

Article L. 4121-2 : L'employeur met en œuvre les mesures prévues à l'article L. 4121-1 sur le fondement des principes généraux de prévention suivants :

- 1° Eviter les risques ;
- 2° Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
- 3° Combattre les risques à la source ;
- ~~4° Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;~~
- 5° Tenir compte de l'état d'évolution de la technique ;
- 6° Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux ;
- 7° Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment les risques liés au harcèlement moral, tel qu'il est défini à l'article L. 1152-1 ;
- 8° Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle ;
- ~~9° Donner les instructions appropriées aux travailleurs.~~

Art. R. 4532-51 : Lorsqu'il est prévu, pour une opération de bâtiment ou de génie civil faisant intervenir plusieurs entreprises et n'appartenant pas à la première ou à la deuxième catégorie, d'exécuter des travaux présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu par l'article L. 4532-8, le coordonnateur établit par écrit, avant la phase de consultation des entreprises, un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ce plan prend en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la même liste.

Art. R. 4532-75 : Pour les opérations soumises à l'obligation de plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé prévue aux articles R. 4532-52 et R. 4532-54, chaque entrepreneur appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers figurant sur la liste de travaux prévue à l'article L. 4532-8 établit par écrit, préalablement à leur début ou à leur poursuite, un plan particulier simplifié de sécurité et de protection de la santé. Le plan évalue ces risques et décrit les consignes à observer ou à transmettre aux travailleurs appelés à intervenir sur le chantier et les conditions de santé et de sécurité dans lesquelles vont être exécutés les travaux.

Art. R. 4532-56 : L'entrepreneur tenu de remettre un plan particulier de sécurité et de santé au coordonnateur ou au maître d'ouvrage, en application du premier alinéa de l'article L. 4532-9, dispose de trente jours à compter de la réception du contrat signé par le maître de l'ouvrage pour établir ce plan.

Art. R. 4532-52 : Lorsqu'il est prévu, pour une opération de bâtiment ou de génie civil faisant intervenir plusieurs entreprises et n'appartenant pas à la première ou à la deuxième catégorie, d'exécuter des travaux présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu par l'article L. 4532-8, le coordonnateur établit par écrit, avant la phase de consultation des entreprises, un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Ce plan prend en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la même liste.

Art. R. 4532-54 : Lorsque, lors d'une opération de troisième catégorie, un coordonnateur a connaissance, après le début des travaux, de l'existence d'un ou plusieurs des travaux présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu par l'article L. 4532-8, il prend toutes les mesures utiles afin de rédiger, avant toute poursuite des travaux, le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les sujétions découlant de l'observation de ce plan sont définies, le cas échéant, par voie d'avenants aux différents contrats conclus avec les entreprises chargées de l'exécution des travaux.

Arrêté du 25 février 2003 : La liste des travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis en application de l'article R. 238-25-1 ou de l'article R. 238-25-2 du code du travail est fixée ci après :

1° Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs :

- à des risques de chute de hauteur de plus de 3 mètres, au sens de l'article 5 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;
- à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement ;

2° Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article R. 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles R. 231-56-11-I et R. 231-65-I ;

3° Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable, au sens du décret du 7 février 1996 susvisé ;

4° Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé ;

5° Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et travaux à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées ;

6° Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade ;

7° Travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre ;

8° Travaux en plongée appareillée ;

9° Travaux en milieu hyperbare ;

10° Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes ;

11° Travaux comportant l'usage d'explosifs ;

12° Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé ;

13° Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour.

8.2. *Documents de références à prendre en compte (liste non exhaustives)*

8.2.1. Liens internet

<http://www.inrs.fr/accueil/produits/mediatheque/doc/collection-liste.html?refINRS=R+399&collection=Recommandation&skipMod=true>

8.2.2. Documents INRS

ED 790 Aide mémoire BTP

ED 884 Logistique de chantier et coordination SPS

TJ 11 Installations sanitaires des entreprises

8.2.3. Recommandations CNAMTS

R 252 Postes de travail isolés et dangereux ou essentiels pour la sécurité

8.2.4. Recommandations CRAMIF

N° 19 Eclairage provisoire

8.2.5. CARSAT

Centre Ouest Préparation de chantier dans son entreprise

Rhône Alpes Coordination SPS et mise en commun des moyens

Rhône Alpes Mesures d'organisation et de prévention

8.2.6. CRAMIF

DTE 195 - Travaux de réhabilitation. Quelques bonnes pratiques de prévention.

DTE 197 - Traitement des matériaux non friables contenant de l'amiante. Guide de prévention

DTE 200 - Prévenir les troubles musculo-squelettiques et diminuer les contraintes physiques lors des travaux de désamiantage

DTE 218 - Sécurité et protection de la santé sur les chantiers. Socle commun de prévention

DTE 219 - Plan national d'actions coordonnées BTP. Socle commun de prévention.

DTE 203 - Cantonnements de chantiers. Note technique CRAMIF N° 27

DTE 189 - Guide des manutentions et des approvisionnements dans le bâtiment

DTE 190 - Protections collectives : prévenir le risque de chute à l'extérieur du bâtiment - note technique CRAMIF n° 25

DTE 197 - Traitement des matériaux non friables contenant de l'amiante. Guide de prévention

DTE 195 - Travaux de réhabilitation. Quelques bonnes pratiques de prévention.

DTE 111 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé dans le BTP. Glossaire.

DTE 146 - Sécurité dans le bâtiment et les travaux publics - Guide pour l'analyse des risques et le choix des mesures de prévention.

8.2.7. Tableau des manutentions et approvisionnements des matériaux et ou matériels



MANUTENTIONS ET APPROVISIONNEMENTS DES MATERIAUX ET OU MATERIELS					
CHANTIER	ENTREPRISE			LOT	
Désignation					
Nb d'unité					
Poids unitaire					
Dimensions					
Poids total					
Conditionnement					
Moyens de livraison					
Nombre de livraison					
Moyen de déchargement					
Moyen de manutention vertical					
Moyen de manutention horizontal					
Destination vers stockage provisoire					
Destination vers point d'utilisation					
Observations					

8.2.8. Echancier prévisionnel des demandes d'agrément de sous-traitant



Société

ECHEANCIER PREVISIONNEL
DES DEMANDES D'AGREMENT DE SOUS-TRAITANT

[illegible]

Rédacteur :

Date :
Indice :

8.2.9. Procédure visite d'inspection commune (VIC) - CES

Inspection commune CES R.J. Art. R.238,19 Coordination Management MANAG-BP 10017 78301 MAUREPAS CEDEX Tel: 01 30 51 30 79 - Fax: 01 30 51 45 53		Site concerné	VISA ETABLISSEMENT	VISA COORDONNATEUR	VISA RESPONSABLE ENTREPRISE			
Intitulé précis de l'Opération		REDACTEUR		DATE		VISITE PREALABLE AVEC LE TITULAIRE (voir contrat de sous-traitance) oui / non SINON à faire le :		
Bâtiment								
L'entreprise et ses coordonnées complètes			TELEPHONE / TELECOPIE	COURRIEL	Responsable des travaux		Son portable	
Début d'intervention fixée au		LA TOTALITE DES CASES DOIT ÊTRE RENSEIGNEE ou néant selon le cas.			Hauteur d'intervention		Présence	
Durée de l'intervention		1 seule case non renseignée rendra ce document nul et sans valeur			à plus de 3m à moins de 3m		de plomb d'amiante	
Effectif prévu	Travaux en milieu occupé: oui / non	Permis feu obligatoire pour points chauds oui / non		oui / non	oui / non	oui / non	oui / non	oui / non
Nature et description sommaire des travaux à exécuter		Tout ou partie de travaux seront sous-traités oui / non OUI (lesquels)		L'entreprise est : Titulaire oui / non		sous-traitante de l'entreprise:		
Risques propres à l'entreprise		Risques importés (des autres vers l'entreprise)			Risques exportés (de l'entreprise vers les autres)			
Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés			Moyens de prévention proposés			
L'entreprise intervient dans le cadre du PGC SPS ou PR de l'établissement qui lui a été remis: oui / non				L'entreprise a réalisé son PPSPS ou PR et l'a remis au SPS: oui / non				
Consignation demandée: électricité oui / non		Besoins en électricité oui / non - Puissance		Nom du secouriste du travail présent sur le chantier				
Consignation demandée gaz oui / non		Consignation chauffage demandée oui / non		Dispositions particulières de circulation demandées oui / non				
Consignation demandée: eau oui / non		Besoins en eau: oui / non - Quantité ou débit		L'échelle et l'escabeau sont INTERDITS comme poste de travail sauf dérogation accordée par écrit par le coordonnateur S.P.S. sur demande exceptionnelle.				
Demande motivée de dérogation pour autoriser l'usage de l'échelle ou de l'escabeau: oui / non								
Mesures générales et particulières SPS prises pour l'ensemble de l'opération:				Moyens de levage :				
Protections collectives mises en place et maintenues par l'entreprise oui / non				Liste des manutentions et moyens utilisés : fourni: oui / non à fournir avant intervention oui / non				
Zone de stockage:		Manutention manuelle ou mécanique:						
Evacuation des déchets de l'entreprise par:				Stationnement de véhicule prévu:				
Cantonnement: vestiaire, réfectoire et sanitaire: mise en place, entretien et consommables fournis par:				RAPPEL CRAMIF 27 obligatoire				
Téléphone de secours: (où, quoi et quels numéros)								
Matériel de premiers soins: (où et quoi)								
Notes complémentaires diverses:								
L'entreprise doit impérativement fournir les éléments demandés avant intervention oui / non				L'entreprise est autorisée à intervenir dès ce jour oui / non.				

8.2.10. Procédure visite d'inspection commune (VIC) – 1ER RANG

Inspection commune SOUS TRAITANT 1er rang Procédure d'urgence en cas d'absence d'anticipation R.J. Art. R.238,19 Coordination Management MANAG-BP 10017 78311 MAUREPAS CEDEX Tel: 01 30 51 30 79 - Fax: 01 30 51 45 53	DATE	VISA ENTREPRISE PRINCIPALE	VISA COORDONNATEUR	SIGNATURE OBLIGATOIRE RESPONSABLE ENTREPRISE SOUS TRAITANTE			
Intitulé précis de l'Opération	REDACTEUR		DATE	VISITE PREALABLE AVEC LE TITULAIRE (voir contrat de sous-traitance) oui / non SINON à faire le :			
Bâtiment							
L'entreprise et ses coordonnées complètes		TELEPHONE / TELECOPIE	COURRIEL	Responsable des travaux		Son portable	
Début d'intervention fixée au	LA TOTALITE DES CASES DOIT ETRE RENSEIGNEE ou néant selon le cas.			Hauteur d'intervention		Présence	
Durée de l'intervention	1 seule case non renseignée rendra ce document nul et sans valeur			à plus de 3m	à moins de 3m	de plomb	d'amiante
Effectif prévu	Travaux en milieu occupé: oui / non	Permis feu obligatoire pour points chauds: oui / non	oui / non	oui / non	oui / non	oui / non	oui / non
Nature et description sommaire des travaux à exécuter	Tout ou partie de travaux seront sous-traités: oui / non OUI (lesquels)		L'entreprise est : sous-traitante de l'entreprise: Titulaire oui / non				
Risques propres à l'entreprise		Risques importés (des autres vers l'entreprise)		Risques exportés (de l'entreprise vers les autres)			
Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés			
L'entreprise intervient dans le cadre du PGC SPS ou PR de l'établissement qui lui a été remis: oui / non			L'entreprise a réalisé son PPSPS ou PR et l'a remis au SPS: oui / non				
Consignation demandée: électricité oui / non	Besoins en électricité oui / non - Puissance	Nom du secouriste du travail présent sur le chantier					
Consignation demandée gaz oui / non	Consignation chauffage demandée oui / non	Dispositions particulières de circulation demandées oui / non					
Consignation demandée: eau oui / non	Besoins en eau: oui / non - Quantité ou débit	L'échelle et l'escabeau sont INTERDITS comme poste de travail sauf dérogation accordée par écrit par le coordonnateur S.P.S. sur demande exceptionnelle.					
Demande motivée de dérogation pour autoriser l'usage de l'échelle ou de l'escabeau: oui / non		Moyens de levage :					
Mesures générales et particulières SPS prises pour l'ensemble de l'opération:		Moyens de levage :					
Protections collectives mises en place et maintenues par l'entreprise oui / non		Liste des manutentions et moyens utilisés : fourni: oui / non à fournir avant intervention oui / non					
Zone de stockage:		Manutention manuelle ou mécanique:					
Evacuation des déchets de l'entreprise par:		Stationnement de véhicule prévu:					
Cantonement: vestiaire, réfectoire et sanitaire: mise en place, entretien et consommables fournis par:		RAPPEL CRAMIF 27 obligatoire					
Téléphone de secours: (où, quoi et quels numéros)							
Matériel de premiers soins: (où et quoi)							
Notes complémentaires diverses:							
L'entreprise doit impérativement fournir les éléments demandés avant intervention oui / non - L'entreprise est autorisée à intervenir dès ce jour oui / non.							

8.2.11.Procédure visite d'inspection commune (VIC) – 2ème RANG

Inspection commune SOUS TRAITANT 2ème RANG Procédure d'urgence en cas d'absence d'anticipation R.J. Art. R.238,19 Coordination Management MANAG-BP 10017 78311 MAUREPAS CEDEX Tel: 01 30 51 30 79 - Fax: 01 30 51 45 53	DATE	VISA ENTREPRISE PRINCIPALE	VISA COORDONNATEUR	SIGNATURE OBLIGATOIRE RESPONSABLE ENTREPRISE SOUS TRAITANTE			
Intitulé précis de l'Opération	REDACTEUR		DATE	VISITE PREALABLE AVEC LE TITULAIRE (voir contrat de sous-traitance) oui / non SINON à faire le :			
Bâtiment							
L'entreprise et ses coordonnées complètes	TELEPHONE / TELECOPIE	COURRIEL	Responsable des travaux	Son portable			
Début d'intervention fixée au	LA TOTALITE DES CASES DOIT ÊTRE RENSEIGNEE ou néant selon le cas. 1 seule case non renseignée rendra ce document nul et sans valeur			Hauteur d'intervention		Présence	
Durée de l'intervention				à plus de 3m	à moins de 3m	de plomb	d'amiante
Effectif prévu	Travaux en milieu occupé: oui / non	Permis feu obligatoire pour points chauds	oui / non	oui / non	oui / non	oui / non	oui / non
Nature et description sommaire des travaux à exécuter		Tout ou partie de travaux seront sous-traités oui / non OUI (lesquels)		L'entreprise est : sous-traitante de l'entreprise: Titulaire oui / non			
Risques propres à l'entreprise		Risques importés (des autres vers l'entreprise)		Risques exportés (de l'entreprise vers les autres)			
Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés			
L'entreprise intervient dans le cadre du PGC SPS ou PR de l'établissement qui lui a été remis: oui / non				L'entreprise a réalisé son PPSPS ou PR et l'a remis au SPS: oui / non			
Consignation demandée: électricité	oui / non	Besoins en électricité	oui / non - Puissance	Nom du secouriste du travail présent sur le chantier			
Consignation demandée gaz	oui / non	Consignation chauffage demandée	oui / non	Dispositions particulières de circulation demandées			
Consignation demandée: eau	oui / non	Besoins en eau: oui / non - Quantité ou débit	L'échelle et l'escabeau sont INTERDITS comme poste de travail sauf dérogation accordée par écrit par le coordonnateur S.P.S. sur demande exceptionnelle.				
Demande motivée de dérogation pour autoriser l'usage de l'échelle ou de l'escabeau: oui / non							
Mesures générales et particulières SPS prises pour l'ensemble de l'opération:				Moyens de levage :			
Protections collectives mises en place et maintenues par l'entreprise oui / non				Liste des manutentions et moyens utilisés : fourni: oui / non à fournir avant intervention			
Zone de stockage:				Manutention manuelle ou mécanique:			
Evacuation des déchets de l'entreprise par:				Stationnement de véhicule prévu:			
Cantonnement: vestiaire, réfectoire et sanitaire: mise en place, entretien et consommables fournis par:				RAPPEL CRAMIF 27 obligatoire			
Téléphone de secours: (où, quoi et quels numéros)							
Matériel de premiers soins: (où et quoi)							
Notes complémentaires diverses:							
L'entreprise doit impérativement fournir les éléments demandés avant intervention oui / non - L'entreprise est autorisée à intervenir dès ce jour oui / non.							

8.2.12. Procédure visite d'inspection commune (VIC) – Titulaire

Inspection commune TITULAIRE Procédure d'urgence en cas d'absence d'anticipation R.J. Art. R.238,19 Coordination Management MANAG-BP 10017 78311 MAUREPAS CEDEX Tel: 01 30 51 30 79 - Fax: 01 30 51 45 53	DATE	VISA ENTREPRISE PRINCIPALE	VISA COORDONNATEUR		SIGNATURE OBLIGATOIRE RESPONSABLE ENTREPRISE TITULAIRE	
Intitulé précis de l'Opération	REDACTEUR		DATE		VISITE PREALABLE AVEC LE TITULAIRE (voir contrat de sous-traitance) oui / non SINON à faire le :	
Bâtiment						
L'entreprise et ses coordonnées complètes	TELEPHONE / TELECOPIE	COURRIEL	Responsable des travaux		Son portable	
Début d'intervention fixée au	LA TOTALITE DES CASES DOIT ÊTRE RENSEIGNEE ou néant selon le cas.		Hauteur d'intervention		Présence	
Durée de l'intervention	1 seule case non renseignée rendra ce document nul et sans valeur		à plus de 3m		à moins de 3m	
Effectif prévu	Travaux en milieu occupé: oui / non	Permis feu obligatoire pour points chauds oui / non	oui / non		de plomb d'amiante oui / non oui / non	
Nature et description sommaire des travaux à exécuter	Tout ou partie de travaux seront sous-traités oui / non OUI (lesquels)		L'entreprise est : sous-traitante de l'entreprise:			
Risques propres à l'entreprise	Risques importés (des autres vers l'entreprise)		Risques exportés (de l'entreprise vers les autres)			
Moyens de prévention proposés	Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés			
L'entreprise intervient dans le cadre du PGC SPS ou PR de l'établissement qui lui a été remis: oui / non			L'entreprise a réalisé son PPSPS ou PR et l'a remis au SPS oui / non			
Consignation demandée: électricité oui / non	Besoins en électricité oui / non - Puissance		Nom du secouriste du travail présent sur le chantier			
Consignation demandée gaz oui / non	Consignation chauffage demandée oui / non		Dispositions particulières de circulation demandées oui / non			
Consignation demandée: eau oui / non	Besoins en eau: oui / non - Quantité ou débit		L'échelle et l'escabeau sont INTERDITS comme poste de travail sauf dérogation accordée par écrit par le coordonnateur S.P.S. sur demande exceptionnelle.			
Demande motivée de dérogation pour autoriser l'usage de l'échelle ou de l'escabeau: oui / non						
Mesures générales et particulières SPS prises pour l'ensemble de l'opération:			Moyens de levage :			
Protections collectives mises en place et maintenues par l'entreprise oui / non			Liste des manutentions et moyens utilisés : fourni: oui / non à fournir avant intervention oui / non			
Zone de stockage:			Manutention manuelle ou mécanique:			
Evacuation des déchets de l'entreprise par:			Stationnement de véhicule prévu:			
Cantonement: vestiaire, réfectoire et sanitaire: mise en place, entretien et consommables fournis par:			RAPPEL CRAMIF 27 obligatoire			
Téléphone de secours: (où, quoi et quels numéros)						
Matériel de premiers soins: (où et quoi)						
Notes complémentaires diverses:						
L'entreprise doit impérativement fournir les éléments demandés avant intervention oui / non - L'entreprise est autorisée à intervenir dès ce jour oui / non.						

8.2.13. Procédure visite d'inspection commune (VIC) – Concessionnaire

Inspection commune Travaux concessionnaire Entreprise extérieure R.J. Art. R.238.19 Coordination Management MANAG BP 10017 - 78311 MAUREPAS CEDEX Tel: 01 30 51 30 79 - Fax: 01 30 51 45 53	Site concerné	VISA MAITRE D'OUVRAGE	VISA COORDONNATEUR		VISA RESPONSABLE ENTREPRISE	
Intitulé précis de l'Opération	REDACTEUR		DATE		VISITE PREALABLE AVEC LE TITULAIRE (voir contrat de sous-traitance) oui / non SINON à faire le :	
Bâtiment						
L'entreprise et ses coordonnées complètes		TELEPHONE / TELECOPIE	COURRIEL	Responsable des travaux	Son portable	
Début d'intervention fixée au	LA TOTALITE DES CASES DOIT ETRE RENSEIGNEE ou néant selon le cas. 1 seule case non renseignée rendra ce document nul et sans valeur			Hauteur d'intervention		Présence
Durée de l'intervention				à plus de 3m	à moins de 3m	de plomb
Effectif prévu	Travaux en milieu occupé: oui / non	Permis feu obligatoire pour points chauds	oui / non	oui / non	oui / non	d'amiante
Nature et description sommaire des travaux à exécuter		Tout ou partie de travaux seront sous-traités oui / non OUI (lesquels)		L'entreprise est : sous-traitante de l'entreprise: Titulaire oui / non		
Risques propres à l'entreprise		Risques importés (des autres vers l'entreprise)		Risques exportés (de l'entreprise vers les autres)		
Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés		
L'entreprise intervient dans le cadre du PGC SPS ou PR de l'établissement qui lui a été remis: oui / non				L'entreprise a réalisé son PPSPS ou PR et l'a remis au SPS: oui / non		
Consignation demandée: électricité	oui / non	Besoins en électricité	oui / non - Puissance	Nom du secouriste du travail présent sur le chantier		
Consignation demandée gaz	oui / non	Consignation chauffage demandée	oui / non	Dispositions particulières de circulation demandées		
Consignation demandée: eau	oui / non	Besoins en eau: oui / non - Quantité ou débit	L'échelle et l'escabeau sont INTERDITS comme poste de travail sauf dérogation accordée par écrit par le coordonnateur S.P.S. sur demande exceptionnelle.			
Demande motivée de dérogation pour autoriser l'usage de l'échelle ou de l'escabeau: oui / non						
Mesures générales et particulières SPS prises pour l'ensemble de l'opération:				Moyens de levage :		
Protections collectives mises en place et maintenues par l'entreprise oui / non				Liste des manutentions et moyens utilisés : fourni: oui / non à fournir avant intervention: oui / non		
Zone de stockage:		Manutention manuelle ou mécanique:				
Evacuation des déchets de l'entreprise par:		Stationnement de véhicule prévu:				
Cantonnement: vestiaire, réfectoire et sanitaire: mise en place, entretien et consommables fournis par:				RAPPEL CRAMIF 27 obligatoire		
Téléphone de secours: (où, quoi et quels numéros)						
Matériel de premiers soins: (où et quoi)						
Notes complémentaires diverses:						
L'entreprise doit impérativement fournir les éléments demandés avant intervention: oui / non - L'entreprise est autorisée à intervenir dès ce jour: oui / non.						

8.2.14. Procédure visite d'inspection commune (VIC) – Urgence

Inspection commune Travaux d'urgence R.J. Art. R.238,19 Coordination Management MANAG-BP 10017 78301 MAUREPAS CEDEX Tel: 01 30 51 30 79 - Fax: 01 30 51 45 53	Site concerné	VISA ENTREPRISE PRINCIPALE	VISA COORDONNATEUR		VISA RESPONSABLE ENTREPRISE/SOUS TRAITANT	
Intitulé précis de l'Opération	REDACTEUR		DATE		VISITE PREALABLE AVEC LE TITULAIRE (voir contrat de sous-traitance) oui / non SINON à faire le :	
Bâtiment						
L'entreprise et ses coordonnées complètes		TELEPHONE / TELECOPIE	COURRIEL	Responsable des travaux	Son portable	
Début d'intervention fixée au	LA TOTALITE DES CASES DOIT ÊTRE RENSEIGNEE ou néant selon le cas.			Hauteur d'intervention		Présence
Durée de l'intervention	1 seule case non renseignée rendra ce document nul et sans valeur			à plus de 3m	à moins de 3m	de plomb
Effectif prévu	Travaux en milieu occupé: oui / non	Permis feu obligatoire pour points chauds	oui / non	oui / non	oui / non	oui / non
Nature et description sommaire des travaux à exécuter		Tout ou partie de travaux seront sous-traités	L'entreprise est	: sous-traitante de l'entreprise:		
		oui / non	OUI (lesquels)	Titulaire		
			oui / non			
Risques propres à l'entreprise		Risques importés (des autres vers l'entreprise)		Risques exportés (de l'entreprise vers les autres)		
Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés		
L'entreprise intervient dans le cadre du PGC SPS ou PR de l'établissement qui lui a été remis: oui / non				L'entreprise a réalisé son PPSPS ou PR et l'a remis au SPS oui / non		
Consignation demandée: électricité oui / non		Besoins en électricité oui / non - Puissance		Nom du secouriste du travail présent sur le chantier		
Consignation demandée gaz oui / non		Consignation chauffage demandée oui / non		Dispositions particulières de circulation demandées oui / non		
Consignation demandée: eau oui / non		Besoins en eau: oui / non - Quantité ou débit		L'échelle et l'escabeau sont INTERDITS comme poste de travail sauf dérogation		
Demande motivée de dérogation pour autoriser l'usage de l'échelle ou de l'escabeau: oui / non		accordée par écrit par le coordonnateur S.P.S. sur demande exceptionnelle.				
Mesures générales et particulières SPS prises pour l'ensemble de l'opération:				Moyens de levage :		
Protections collectives mises en place et maintenues par l'entreprise oui / non				Liste des manutentions et moyens utilisés : fourni: oui / non à fournir avant intervention oui / non		
Zone de stockage:		Manutention manuelle ou mécanique:				
Evacuation des déchets de l'entreprise par:		Stationnement de véhicule prévu:				
Cantonement: vestiaire, réfectoire et sanitaire: mise en place, entretien et consommables fournis par:				RAPPEL CRAMIF 27 obligatoire		
Téléphone de secours: (où, quoi et quels numéros)						
Matériel de premiers soins: (où et quoi)						
Notes complémentaires diverses:						
L'entreprise doit impérativement fournir les éléments demandés avant intervention oui / non - L'entreprise est autorisée à intervenir dès ce jour oui / non.						

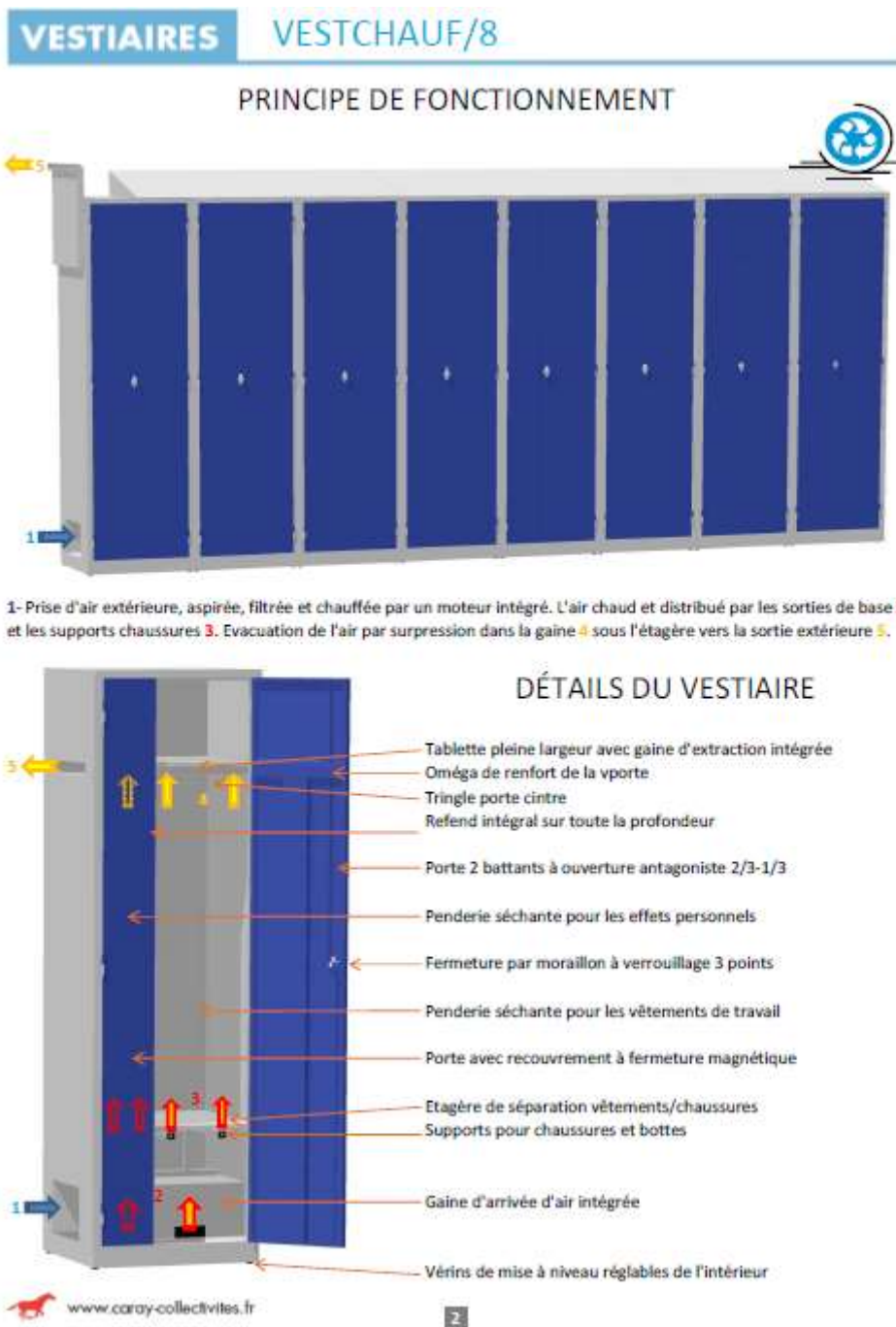
8.2.15. Procédure visite d'inspection commune (VIC) – Travaux entreprise extérieures à risques exportées

Inspection commune Travaux Entreprise extérieures à risques exportées R.J. Art. R.238,19	Site concerné	VISA ETABLISSEMENT	VISA COORDONNATEUR	VISA RESPONSABLE ENTREPRISE
Coordination Management MANAG-BP 10017 78311 MAUREPAS CEDEX Tel: 01 30 51 30 79 - Fax: 01 30 51 45 53				
Intitulé précis de l'Opération	REDACTEUR	DATE	VISITE PREALABLE AVEC LE TITULAIRE (voir contrat de sous-traitance)	
Bâtiment			oui / non SINON à faire le :	
L'entreprise et ses coordonnées complètes	TELEPHONE / TELECOPIE	COURRIEL	Responsable des travaux	Son portable
Début d'intervention fixée au	LA TOTALITE DES CASES DOIT ÊTRE RENSEIGNEE ou néant selon le cas.		Hauteur d'intervention	
Durée de l'intervention	1 seule case non renseignée rendra ce document nul et sans valeur		à plus de 3m	à moins de 3m
Effectif prévu	Travaux en milieu occupé: oui / non	Permis feu obligatoire pour points chauds oui / non	oui / non	oui / non
Nature et description sommaire des travaux à exécuter	Tout ou partie de travaux seront sous-traités oui / non OUI (lesquels)	L'entreprise est : sous-traitante de l'entreprise:		
Risques propres à l'entreprise	Risques importés (des autres vers l'entreprise)	Risques exportés (de l'entreprise vers les autres)		
Moyens de prévention proposés	Moyens de prévention proposés	Moyens de prévention proposés		
L'entreprise intervient dans le cadre du PGC SPS ou PR de l'établissement qui lui a été remis: oui / non		L'entreprise a réalisé son PPSPS ou PR et l'a remis au SPS oui / non		
Consignation demandée: électricité oui / non	Besoins en électricité oui / non - Puissance	Nom du secouriste du travail présent sur le chantier		
Consignation demandée gaz oui / non	Consignation chauffage demandée oui / non	Dispositions particulières de circulation demandées oui / non		
Consignation demandée: eau oui / non	Besoins en eau: oui / non - Quantité ou débit	L'échelle et l'escabeau sont INTERDITS comme poste de travail sauf dérogation		
Demande motivée de dérogation pour autoriser l'usage de l'échelle ou de l'escabeau: oui / non		accordée par écrit par le coordonnateur S.P.S. sur demande exceptionnelle.		
Mesures générales et particulières SPS prises pour l'ensemble de l'opération:		Moyens de levage :		
Protections collectives mises en place et maintenues par l'entreprise oui / non		Liste des manutentions et moyens utilisés : fourni: oui / non à fournir avant intervention oui / non		
Zone de stockage:	Manutention manuelle ou mécanique:			
Evacuation des déchets de l'entreprise par:	Stationnement de véhicule prévu:			
Cantonement: vestiaire, réfectoire et sanitaire: mise en place, entretien et consommables fournis par:		RAPPEL CRAMIF 27 obligatoire		
Téléphone de secours: (où, quoi et quels numéros)				
Matériel de premiers soins: (où et quoi)				
Notes complémentaires diverses:				
L'entreprise doit impérativement fournir les éléments demandés avant intervention oui / non - L'entreprise est autorisée à intervenir dès ce jour oui / non.				

8.2.16. Procédure visite d'inspection commune (VIC) –Travaux prestataire de service à risques exportées

Inspection commune Travaux prestataire de service à risques exportées R.J. Art. R.238,19 Coordination Management MANAG-BP 10017 78311 MAUREPAS CEDEX Tel: 01 30 51 30 79 - Fax: 01 30 51 45 53	Site concerné	VISA ENTREPRISE PRINCIPALE	VISA COORDONNATEUR		VISA RESPONSABLE ENTREPRISE PRESTATAIRE	
Intitulé précis de l'Opération	REDACTEUR		DATE		VISITE PREALABLE AVEC LE TITULAIRE (voir contrat de sous-traitance) oui / non SINON à faire le :	
Bâtiment						
L'entreprise et ses coordonnées complètes	TELEPHONE / TELECOPIE	COURRIEL	Responsable des travaux		Son portable	
Début d'intervention fixée au	LA TOTALITE DES CASES DOIT ETRE RENSEIGNEE ou néant selon le cas. 1 seule case non renseignée rendra ce document nul et sans valeur		Hauteur d'intervention		Présence	
Durée de l'intervention			à plus de 3m	à moins de 3m	de plomb	d'amiante
Effectif prévu	Travaux en milieu occupé: oui / non	Permis feu obligatoire pour points chauds oui / non	oui / non	oui / non	oui / non	oui / non
Nature et description sommaire des travaux à exécuter		Tout ou partie de travaux seront sous-traités oui / non OUI (lesquels)	L'entreprise est : sous-traitante de l'entreprise: Titulaire oui / non			
Risques propres à l'entreprise		Risques importés (des autres vers l'entreprise)		Risques exportés (de l'entreprise vers les autres)		
Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés		Moyens de prévention proposés		
L'entreprise intervient dans le cadre du PGC SPS ou PR de l'établissement qui lui a été remis: oui / non			L'entreprise a réalisé son PPSPS ou PR et l'a remis au SPS oui / non			
Consignation demandée: électricité oui / non	Besoins en électricité oui / non - Puissance		Nom du secouriste du travail présent sur le chantier			
Consignation demandée gaz oui / non	Consignation chauffage demandée oui / non		Dispositions particulières de circulation demandées oui / non			
Consignation demandée: eau oui / non	Besoins en eau: oui / non - Quantité ou débit		L'échelle et l'escabeau sont INTERDITS comme poste de travail sauf dérogation accordée par écrit par le coordonnateur S.P.S. sur demande exceptionnelle.			
Demande motivée de dérogation pour autoriser l'usage de l'échelle ou de l'escabeau: oui / non						
Mesures générales et particulières SPS prises pour l'ensemble de l'opération:			Moyens de levage :			
Protections collectives mises en place et maintenues par l'entreprise oui / non			Liste des manutentions et moyens utilisés : fourni: oui / non à fournir avant intervention oui / non			
Zone de stockage:			Manutention manuelle ou mécanique:			
Evacuation des déchets de l'entreprise par:			Stationnement de véhicule prévu:			
Cantonement: vestiaire, réfectoire et sanitaire: mise en place, entretien et consommables fournis par:			RAPPEL CRAMIF 27 obligatoire			
Téléphone de secours: (où, quoi et quels numéros)						
Matériel de premiers soins: (où et quoi)						
Notes complémentaires diverses:						
L'entreprise doit impérativement fournir les éléments demandés avant intervention oui / non - L'entreprise est autorisée à intervenir dès ce jour oui / non.						

8.2.17. Matériel de séchage individuel qui ne nécessite pas d'installation de ventilation



8.3.7.1 Méthodologie pour gérer la gestion des interférences à proximité ou dans le site au titre de l'article R4532-14
« gestion des interférences avec les activités d'exploitation »

FICHE TRAVAUX D'INTERVENTION

Objet : Gestion des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier, Article R4532-14 du code du travail

1. Décrire la nature des travaux & joindre un plan de localisation
(Décrire)
2. Planification de l'intervention
(Décrire)
3. Définir les moyens de prévention notamment les balisages, la gestion des émanations et le traitement de l'empoussièrement à la source, les nuisances sonores
(Décrire)
4. Identité des salariés affectés à la nature des travaux comprenant l'encadrement pouvant recevoir des consignes
(Décrire)
5. Définir les moyens manutention pour les approvisionnements
(Décrire)
6. Rédaction d'un permis feu OUI / NON, si OUI, compléter le modèle ci-joint, annexe 1
(Décrire)
7. Définir les moyens d'accès sur le site, circulations et horizontales
(Décrire)
8. Définir le poste de travail si besoin compléter la « DEROGATION PARTICULIERE POUR TRAVAUX TEMPORAIRE EN HAUTEUR », ci-joint annexe 2
(Décrire)

9. Signature

Personne ou service concerné	Présent ou Informé	Nom	Qualité	Signature
Entreprise GTM réalisant les travaux	P			
CSPS (ou son représentant)	P			
Chef d'entreprise utilisatrice (ou son représentant)	I			
Maître d'œuvre (ou son représentant)	I			
Maître d'ouvrage (ou son représentant)	I			

Autorisation de travaux délivrée le .../.../2020 par le CSPS

8.2.18. Information salariés détachés

Comment connaître et faire respecter vos droits ?

Il existe plusieurs possibilités :

✓ Contacter l'inspection du travail

L'inspection du travail est chargée de contrôler l'application du droit du travail et de constater les infractions, mais aussi de faciliter le dialogue et la conciliation entre employeur et salarié, afin de prévenir ou régler un conflit.

Vous trouverez les coordonnées postale et téléphonique des services d'inspection du travail à l'aide de la carte disponible sur le site internet suivant : <http://diecte.gouv.fr/>

✓ Faire appel aux **organisations syndicales** représentatives au niveau national et interprofessionnel, et qui peuvent agir en justice en votre nom

- CFTD construction et bois : <https://www.cftd-construction-bois.fr/contact.html>
- Fédération nationale des salariés de la construction, bois et ameublement (CGT) : <http://construction.cgt.fr/contact/>
- Force Ouvrière construction : <http://www.foconstruction.com>
- CFE-CGC BTP : <http://www.cfecgcbtp.com/fr/sections-sentations/vos-contacts-en-region.html>
- CFTC BATI-MAT-TP : <http://www.batimattp-cftc.fr/contact.html>

✓ Saisir le conseil des prud'hommes

Le conseil des prud'hommes est la juridiction française spécialisée qui règle les litiges entre les travailleurs et leurs employeurs.

Plus d'informations : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F2360>

Consulter les adresses et le ressort des conseils des prud'hommes :

<http://www.annuaire.justice.gouv.fr/annuaire-12162/annuaire-des-conseils-de-prudhommes-21779.html>

✓ Saisir la **juridiction compétente de votre pays**



Travailleur détaché, vous bénéficiez des mêmes droits protecteurs que les travailleurs des entreprises françaises, pendant toute votre période d'activité en France, dans les domaines suivants :

- Salaire minimum
- Durée du travail, jours fériés, congés annuels payés, congés pour événements familiaux
- Santé et sécurité au travail
- Droit de grève
- Libertés individuelles et collectives
- Discriminations et égalité professionnelle entre les femmes et les hommes
- Protection de la maternité

Ce document vous présente l'essentiel de vos droits. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter les sites internet :

- du Ministère du travail : <http://travail-emploi.gouv.fr/droit-du-travail/detachement-des-salaries-et-lutte-contre-la-fraude-au-detachement/>
- de la Fédération européenne des travailleurs du bâtiment et du bois : <http://www.constructionworkers.eu/fr/fr>

Attention ☞ Des dispositions conventionnelles peuvent prévoir des mesures plus favorables pour la branche de votre secteur d'activité. Vous pouvez trouver plus d'informations sur les sites internet indiqués à la dernière page de ce document.

LA DUREE DU TRAVAIL

La durée légale du travail en France est fixée à **35 heures par semaine**. Vous pouvez effectuer des heures supplémentaires, mais vous ne pouvez pas travailler plus de 10 heures par jour, ni plus de 48 heures par semaine, sauf dérogation accordée par l'inspection du travail.

Vous avez le droit à un temps de pause, au **repos quotidien** (11 heures consécutives entre deux périodes de travail) et à un **repos hebdomadaire** de 35 heures (qui inclut généralement le dimanche). **Attention**, si vous travaillez de nuit (entre 21h et 6h), des règles spéciales s'appliquent pour protéger votre santé et votre sécurité.

VOTRE REMUNERATION

Votre **salaire de base** doit être égal au salaire minimum conventionnel de la convention collective applicable dans l'entreprise, et jamais en dessous du « SMIC » (9,76€ brut de l'heure au 1^{er} janvier 2017). Certaines primes peuvent aussi être versées aux conditions fixées par la convention collective (prime de vacances, primes liées à des conditions particulières de travail : pénibilité, insalubrité, nuisance...).

Les **dépenses de voyage, de logement et de nourriture** occasionnées par votre détachement en France sont à la charge de votre employeur et font donc l'objet de remboursements si vous en avancez les sommes correspondantes. Ces remboursements ne sont pas compris dans le calcul de votre salaire minimum.

Les **heures supplémentaires** sont toutes les heures effectuées au-delà des 35 heures de travail par semaine. Si vous effectuez des heures supplémentaires, vous avez le droit à une majoration de la rémunération d'au moins 25%, sauf si votre employeur applique un accord collectif prévoyant un taux de majoration inférieur (mais qui dans tous les cas est au moins égal à 10%). Votre employeur peut décider de compenser les heures supplémentaires par un temps de repos plutôt que par une majoration de salaire ; ce temps de repos a lieu pendant vos heures de travail habituelles et vous êtes payé comme si vous travailliez.

Si la durée de votre détachement en France est supérieure à un mois, votre employeur doit établir un **bulletin de salaire**. Pour une durée inférieure à un mois, il doit établir un document apportant la preuve du respect du paiement de la rémunération minimum.

LES CONGES

Tout salarié a droit à **2,5 jours de congés payés par mois de travail effectif**. Si vous travaillez moins d'un mois, ce droit à congés est calculé selon le nombre de jours travaillés. Vous avez le droit à une indemnité de congés payés qui s'élève à 10% de la rémunération perçue pendant la période de votre détachement.

Il y a **11 jours fériés légaux** en France ; le fait de ne pas travailler un jour férié n'entraîne pas de perte de rémunération. Le travail du 1^{er} mai est soumis à condition et implique le doublement du salaire.

En cas de **naissance**, les femmes bénéficient d'un congé maternité de 16 semaines minimum (ainsi que d'autres règles protectrices) et les hommes d'un congé paternité de 11 jours consécutifs (18 pour des naissances multiples). Il existe aussi d'autres jours de congés prévus en cas d'événement familial (par exemple, mariage ou décès).

VOTRE SANTE, VOTRE SECURITE

Votre employeur (et l'entreprise utilisatrice pour les travailleurs intérimaires) est responsable de la protection de votre santé et de votre sécurité. Il doit prendre des mesures et vous fournir des moyens adaptés aux risques auxquels vous pouvez être exposé (par exemple : travail en hauteur, produits dangereux, exposition au bruit, utilisation de machines, appareils et engins de chantier...).

Vous bénéficiez d'une formation à la sécurité et devez respecter les protections collectives installées et porter les équipements de protection individuelle remis par l'employeur. En cas de danger grave et imminent mettant en péril votre sécurité, vous devez **alerter** le responsable et vous pouvez arrêter de travailler.

En cas d'**accident du travail**, l'employeur (ou l'entreprise utilisatrice) envoie une déclaration à l'inspection du travail du lieu de survenance de cet accident, sous 48 heures. S'il n'a pas déclaré l'accident du travail, vous ou un de vos collègues peut faire cette déclaration.

TRAVAILLEURS INTERIMAIRES

Si vous êtes un salarié intérimaire détaché en France, vous bénéficiez **des mêmes droits que les autres salariés** occupés dans l'entreprise utilisatrice, à la fois pour la durée du travail, les équipements collectifs et la rémunération (elle est au moins égale à celle que percevrait un salarié de l'entreprise utilisatrice de qualification et poste équivalents). Vous bénéficiez d'une **indemnité de fin de mission**, sauf si vous êtes titulaire d'un contrat à durée indéterminée dans votre pays d'origine.

8.2.19. Nouveauté, devoirs et obligations du maître d'ouvrage avec l'appui du CSPS, sur le détachement de salariés :

L. 1262-4-1 : « I. Le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage qui contracte avec un prestataire de services qui détache des salariés, dans les conditions mentionnées aux articles L. 1262-1 et L. 1262-2, vérifie auprès de ce dernier, avant le début du détachement, qu'il s'est acquitté des obligations mentionnées aux I et II de l'article L. 1262-2-1.

A défaut de s'être fait remettre par son cocontractant une copie de la déclaration mentionnée au I de l'article L. 1262-2-1, le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre adresse, dans les quarante-huit heures suivant le début du détachement, une déclaration à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation. Un décret détermine les informations que comporte cette déclaration.

Les conditions dans lesquelles le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre est tenu de transmettre, par voie dématérialisée, la déclaration mentionnée au deuxième alinéa du présent I sont fixées par décret en Conseil d'Etat pris après avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.

II. Le maître d'ouvrage vérifie avant le début du détachement que chacun des sous-traitants directs ou indirects de ses cocontractants, qu'il accepte en application de l'article 3 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, et que chacune des entreprises exerçant une activité de travail temporaire avec laquelle un de ces sous-traitants ou un de ces cocontractants a contracté qui détachent des salariés dans les conditions mentionnées aux articles L. 1262-1 et L. 1262-2 se sont acquittés de l'obligation mentionnée au I de l'article L. 1262-2-1.

III. - Le donneur d'ordre ou le maître d'ouvrage qui contracte avec un prestataire de services qui détache des salariés, dans les conditions mentionnées aux articles L. 1262-1 et L. 1262-2, vérifie lors de la conclusion du contrat que son cocontractant s'est acquitté, le cas échéant, du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 »

R.1263-12 « Le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre qui contracte avec un employeur établi hors de France demande à son cocontractant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

a) Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-3-1, R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 ;

b) Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-2.

Le maître d'ouvrage ou le donneur d'ordre est réputé avoir procédé aux vérifications mentionnées à l'article L. 1262-4-1 dès lors qu'il s'est fait remettre ces documents. »

Les conditions d'accès dont l'inspection commune préalable et l'analyse du PPSPS, doit rendre l'intervention de l'entreprise compatible avec le niveau de sécurité du travail exigé et autorise le CSPS à conduire à une interdiction de démarrage de son intervention, au regard des articles R. 4532-6 et R. 4532-16 sur les conditions de coopération du CSPS avec les entreprises.

L'autorité contractuelle donnée au CSPS et les conditions nécessaires pour que seules les personnes autorisées puissent accéder au chantier, nous permet aujourd'hui de refuser toutes entreprises à ce sujet.

Nous serions reconnaissant pour vos prochains agréments sur cette opération, s'agissant de sous-traitance de 1er rang et 2ème rang, de nous demander une expertise du dossier d'agrément au regard des articles R. 4532-6 et R. 4532-16 sur les conditions de coopération du CSPS avec les entreprises et notamment la vérification des effectifs déclarés dans l'attestation de vigilance de l'URSSAF.

Outre un PPSPS recevable, la réalisation des travaux sans salariés propre de l'entreprise est impossible en sous-traitant au regard des articles R. 4532-6 et R. 4532-16 sur les conditions de coopération du CSPS avec les entreprises.

En effet, aucune démarche sécuritaire qualitatif peut être entrepris dans ce mode de fonctionnement, l'agrément de ce type d'entreprise au regard des articles R. 4532-6 et R. 4532-16 sur les conditions de coopération du CSPS avec les entreprises, ne vous permet pas de respecter votre co-responsabilité avec sept des neuf principes généraux de prévention.

8.2.20. LES BONS REFLEXES POUR MAINTENIR UNE PROTECTION CONTRE LES VIRUS

LES BONS REFLEXES POUR MAINTENIR UNE PROTECTION CONTRE LES VIRUS

(Sources OPPBTP du 12 sept. 2022)

Se laver les mains fréquemment

Se laver les mains fréquemment limite la propagation des virus de la Covid-19, mais aussi du rhume, de la grippe, de la gastro-entérite... et contribue à se protéger efficacement des contaminations.

La proximité et l'accessibilité à l'eau sont primordiales pour permettre aux compagnons de se laver les mains le plus souvent possible. Selon les configurations des chantiers et des sites d'intervention, de nombreuses solutions pour le lavage des mains sont disponibles. Elles vont des équipements fixes connectés à l'eau courante aux solutions de lavage mobiles équipées d'un réservoir à eau quand l'accès à l'eau courante n'est pas possible.

En complément, pour les compagnons itinérants, qui travaillent sur des interventions courtes :

- Identifier les sanitaires chez le client, au restaurant ou bien dans les installations publiques extérieures – les salariés doivent pouvoir accéder à des sanitaires ;
- Distribuer aux salariés un kit de consommables avec du savon, des serviettes en papier, des lingettes pour les mains ou du gel hydroalcoolique pour se protéger.

Le lavage des mains avec du gel hydroalcoolique est une solution complémentaire quand il n'est pas possible de se laver les mains à l'eau et au savon. Il convient d'en mettre à disposition des travailleurs dans les lieux fréquentés et à proximité des surfaces de contact.

Porter un masque dans certaines situations

Rappelons que le masque n'est plus obligatoire, mais il reste recommandé.

Le masque permet de se protéger et de protéger les autres. Son port est conseillé dans les situations suivantes :

- Dans les véhicules, lors de déplacements à plusieurs compagnons si on ne peut pas aérer ;
- Dans les transports en commun ;
- Dans les espaces clos, les endroits confinés et les salles de réunion qui ne peuvent pas être régulièrement aérés ;
- Dans l'entreprise, sur les chantiers, où le masque reste recommandé pour les personnes malades, fragiles ;
- Pour les personnes symptomatiques et les cas contact
- Pour les interventions chez des particuliers malades en cas d'impossibilité de les maintenir à l'écart de la zone d'intervention.

Le cas échéant, mettre à disposition des compagnons et des salariés un stock de masques pour les besoins courants en entreprise et sur les chantiers.

Aérer périodiquement les salles, les réfectoires et les véhicules

Aérer les espaces fermés (bureaux, bases vie, véhicules, engins) au minimum 10 minutes toutes les heures est efficace contre la propagation des virus. L'aération régulière est à privilégier quel que soit le mode d'aération ou de climatisation des locaux.

Nettoyer régulièrement les surfaces

Le nettoyage régulier des locaux, des tables, des poignées, des équipements des installations de chantier (toilettes, lavabos et douches) avec de l'eau et les produits de nettoyage habituels est à encourager.

Nettoyer également les véhicules et les engins régulièrement.

Sensibiliser les salariés

Une information auprès de tous les salariés lors des briefings de poste ou lors des quarts d'heure sécurité permet de rester vigilant et de rappeler les bons réflexes pour se protéger.

De nombreux supports sont à disposition et utilisables sur preventionbtp.fr suivant l'actualité et les besoins d'information à communiquer.

Pour transmettre efficacement un message sécurité, un support de formation en ligne est disponible.

LES BONS REFLEXES POUR MAINTENIR UNE PROTECTION CONTRE LES VIRUS

(Sources OPPBTP du 12 sept. 2022)

SUITE

S'organiser et dialoguer

Des mesures organisationnelles peuvent être décidées par le chef d'entreprise concernant l'organisation des flux de circulation, des temps de travail, etc.

Lorsqu'il existe un CSE ou une commission santé, sécurité et conditions de travail (CSSCT), une information ou une consultation sur les mesures sanitaires envisagées ou prises au sein de l'entreprise peuvent être mises à l'ordre du jour, comme :

- La mise à jour du document unique d'évaluation des risques professionnels (DUERP) ;
- Les actions de sensibilisation ;
- Les installations d'hygiène et leur entretien ;
- Le plan de continuité d'activité.

Le médecin du travail, invité systématiquement aux réunions, est un interlocuteur de premier ordre. Il conseille l'employeur et les représentants du personnel sur les bonnes mesures mises en place, à maintenir ou à améliorer.

Toutes les entreprises peuvent consulter les services de prévention et de santé au travail pour obtenir des conseils sur le maintien et l'amélioration des conditions d'hygiène et de santé dans l'entreprise.

Organiser la coopération des acteurs du chantier

Pour chaque chantier, les questions de coordination sur les mesures de prévention liées à la circulation du virus de la Covid-19 doivent être abordées. Le maître d'ouvrage, le coordonnateur SPS, le maître d'œuvre et les entreprises pourront ainsi échanger sur les moyens organisationnels, comme l'accessibilité et les points d'eau nécessaires, la gestion de la coactivité, la configuration des installations de chantier

Que faire en cas de suspicion de maladie

En cas de symptômes de la Covid-19, il faut contacter son médecin traitant qui demandera de réaliser un test antigénique (si les symptômes sont apparus il y a moins de 4 jours) ou prescrira un test RT-PCR.

Si l'apparition des symptômes se manifeste lorsque le salarié est au travail, les recommandations émanant du gouvernement reposent sur les principes suivants :

- Isoler la personne en la guidant si possible vers un local dédié, en appliquant immédiatement les gestes barrières ;
- Protéger le salarié et, le cas échéant, mobiliser un sauveteur-secouriste du travail formé au risque Covid ou le référent Covid ;
- Rechercher les signes de détresse :
 - Dans l'affirmative, appeler le Samu ;
 - Dans la négative, demander au salarié de contacter son médecin traitant ou tout autre médecin.

Les outils pour vous aider

Des informations Coronavirus à jour sont publiées sur le site du gouvernement.

En cas d'un salarié malade de la Covid-19 ou testé positif

Que se passe-t-il en cas de test positif au Covid-19 ? Et en cas de test négatif ? publié par l'Assurance maladie, [ameli.fr](https://www.ameli.fr)

Que se passe-t-il quand on a été en contact avec une personne malade du Covid-19 ? publié par l'Assurance maladie, [ameli.fr](https://www.ameli.fr)

Que faire en présence d'une personne malade du coronavirus ou soupçonnée de l'être

Contact-tracing : identifier et déclarer des personnes contacts

En cas d'intervention chez un particulier malade de la Covid-19

- Reporter l'intervention si possible.
- Si l'intervention est urgente sans possibilité de la décaler, se référer à la fiche conseils suivante : Protocole d'intervention chez un particulier malade de la Covid-19